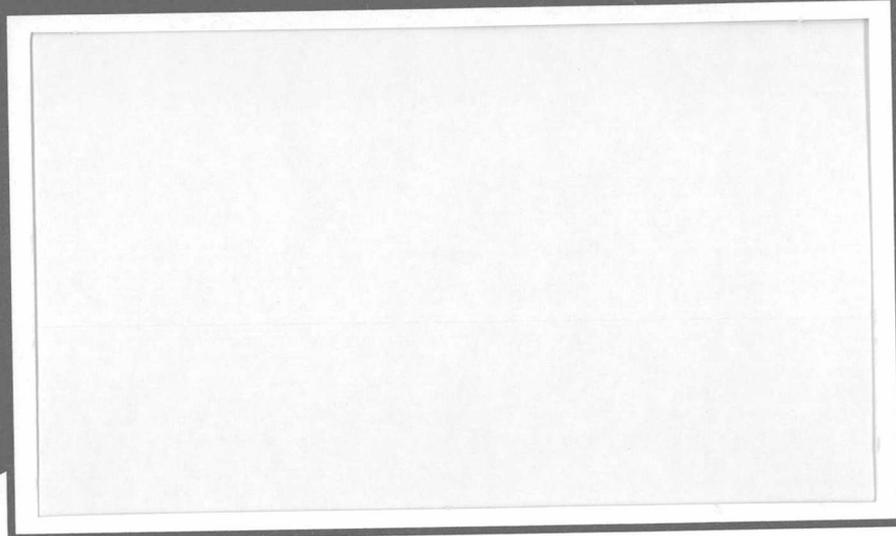


*Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie*



Sou2004-1594

EL

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 04

Fax 01 40 77 85 09

**CREDOC – DIRECTION
IMPORTANT**

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS LE
DIFFUSER**

CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

CRÉDOC

Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2004 : de désillusions en désenchantement,
le pessimisme collectif s'accroît..., masquant
les espoirs individuels encore présents**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2004

24 MARS 2004

142, rue du Chevaleret

75013 - PARIS

CRÉDOC

Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2004 : de désillusions en désenchantement,
le pessimisme collectif s'accroît..., masquant
les espoirs individuels encore présents**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2004

24 MARS 2004

142, rue du Chevaleret

75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)
- . Régis Bigot, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Franck Delpal, Catherine Duflos, David Foucaud, Claire Piau.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer

Directeur Général : Robert Rochefort

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Introduction : De désillusions en désenchantement...	1
1. La peur de la guerre a beau s'éloigner, les Français sont plus inquiets aujourd'hui qu'au début 2002	3
2. Le pessimisme sur le niveau de vie « des autres » s'accroît fortement : les Français sont convaincus que le chômage va continuer à augmenter	12
3. Les jugements sur le niveau de vie personnel se dégradent. Mais des espoirs individuels subsistent	18
4. La demande de réformes radicales reste élevée, signe de la présence de revendications plus ou moins catégorielles	29
5. Les Français continuent à s'interroger sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales, même si les critiques s'atténuent	34
6. Les Français affichent des signes d'une « nouvelle modernité »	41
En guise de conclusion	47
<i>Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2004</i>	49

* * *
*



G. Hatchuel

24 Mars 2004

Début 2004 : de désillusions en désenchantement, le pessimisme collectif s'accroît..., masquant les espoirs individuels encore présents

L'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » est réalisée chaque année depuis maintenant vingt-six ans. Instrument multithématique, s'appuyant sur le suivi de quelques attitudes révélatrices de l'état d'esprit du corps social, l'enquête permet d'observer les principaux mouvements de fond traversant la société française. Elle fournit également une série d'indications très parlantes sur les tendances conjoncturelles qui affectent, chaque semestre, les opinions des différents groupes sociaux.

Les résultats de la vague de janvier 2004 apportent à cet égard quelques informations très significatives sur le climat actuel : comparé à l'an dernier, **le moral des ménages ne s'est aucunement amélioré**. En un mot, l'opinion ne s'est pas ressaisie après ce que, en début 2003, nous appelions « une certaine désillusion » : les inquiétudes, pourtant alors terriblement exacerbées par la peur de la guerre, ont à peine reculé ; les pronostics en matière de chômage sont loin de s'améliorer et **le pessimisme collectif s'accroît**, tiré par la **noirceur** du regard porté sur la situation des « autres ».

Certes, le pays n'affiche heureusement pas une démoralisation de même ampleur que celle qui avait marqué une bonne partie des années 90. Mais les choses ne se sont pas améliorées ces douze derniers mois : **le sursaut qu'on aurait pu espérer n'est pas venu**. La progression de ce qu'on appellera « une certaine modernité » en matière de mœurs et de produits innovants n'a pas redonné ses couleurs au moral des ménages : en fait, **les contradictions entre « perceptions collectives » et « perceptions individuelles »**

révèlent les fractures d'un corps social, à la fois **désabusé et apeuré**, encore largement déboussolé. En un mot, la société française, confrontée aux doutes, paraît en quelque sorte **se faire peur à elle-même**, désirant des changements profonds, mais paraissant en même temps profondément effrayée par ce qui change. Ainsi, assaillis d'interrogations sur la capacité du pays à sortir de l'ornière, étreints par des peurs multiformes, **les Français ont besoin de retrouver confiance**, de croire en un **avenir collectif**.

Au total, analysés par comparaison avec les résultats d'il y a douze mois, **six éléments principaux** se dégagent :

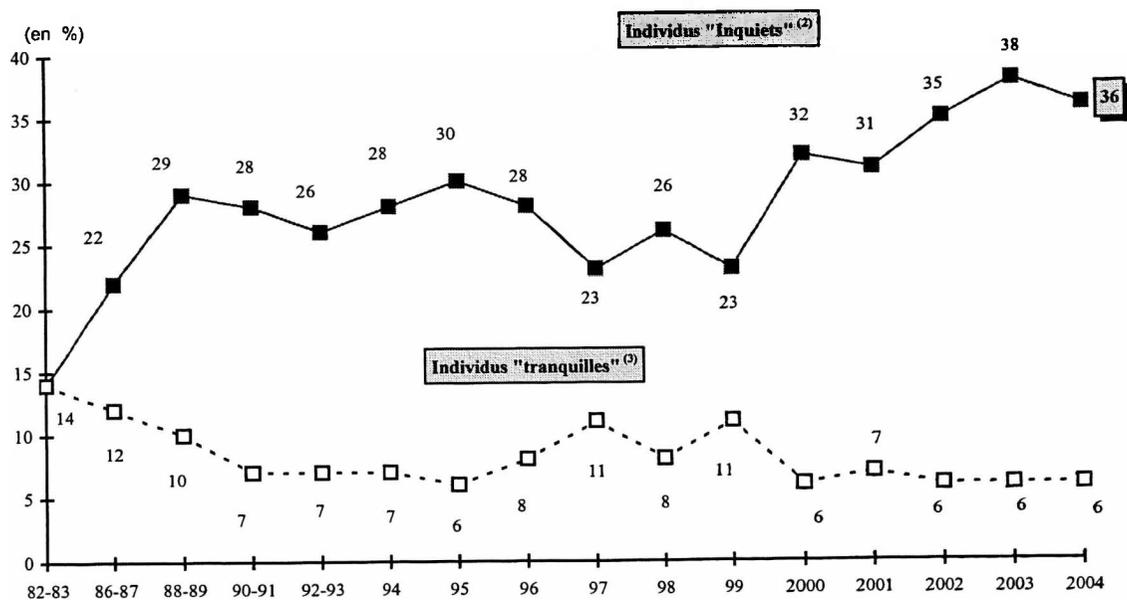
1. **Les inquiétudes reculent à peine.** Une fois « effacées » les craintes de la guerre, les peurs restent à un haut niveau : les Français sont finalement plus inquiets au début 2004 qu'avant l'élection présidentielle de 2002.
2. **Le pessimisme sur le niveau de vie collectif s'accroît fortement :** il est vrai que les deux tiers de la population sont toujours convaincus que le chômage va continuer à augmenter.
3. **Les jugements sur les situations individuelles se dégradent, mais bien moins que les opinions concernant le niveau de vie des « autres ».** Il reste que ce décalage, en s'accroissant, obscurcit l'horizon.
4. **La demande de réformes radicales de la société remonte légèrement,** traduction de la présence de revendications propres à certains groupes très insatisfaits.
5. Les doutes des Français sur **les effets déresponsabilisants des politiques sociales** s'atténuent un peu, mais sont toujours présents. D'autant que les attentes en matière de retraites s'amplifient.
6. Enfin, on sent poindre, en matière de mœurs et de technologies innovantes, une **« modernité nouvelle »**, même si elle reste encore timide.

1. La peur de la guerre a beau s'éloigner, les Français sont plus inquiets aujourd'hui qu'au début 2002

Premier élément, peut-être parmi les plus étonnants de ce début 2004 : avec la fin de la guerre ouverte en Irak, les inquiétudes sont certes redescendues, mais **cette inflexion n'a été que de faible ampleur**. En un mot, les peurs sont aujourd'hui tout aussi prégnantes, sinon plus (36%), qu'elles ne l'étaient au début 2002 (35%), c'est-à-dire au moment où, deux à trois mois avant les élections présidentielles, elles étaient notoirement exacerbées par les problèmes d'insécurité quotidienne (Graphique 1).

36% des Français sont donc globalement inquiets : c'est un niveau élevé, le taux le plus haut depuis vingt-deux ans si l'on met de côté la situation toute particulière du début 2003 (intervention anglo-américaine en Irak). Année après année, quasi inexorablement, les craintes ne cessent de s'affirmer, avec une régularité, **une constance que l'on dira presque troublante**.

Graphique 1
Les inquiétudes, omniprésentes, restent d'un niveau très élevé ⁽¹⁾



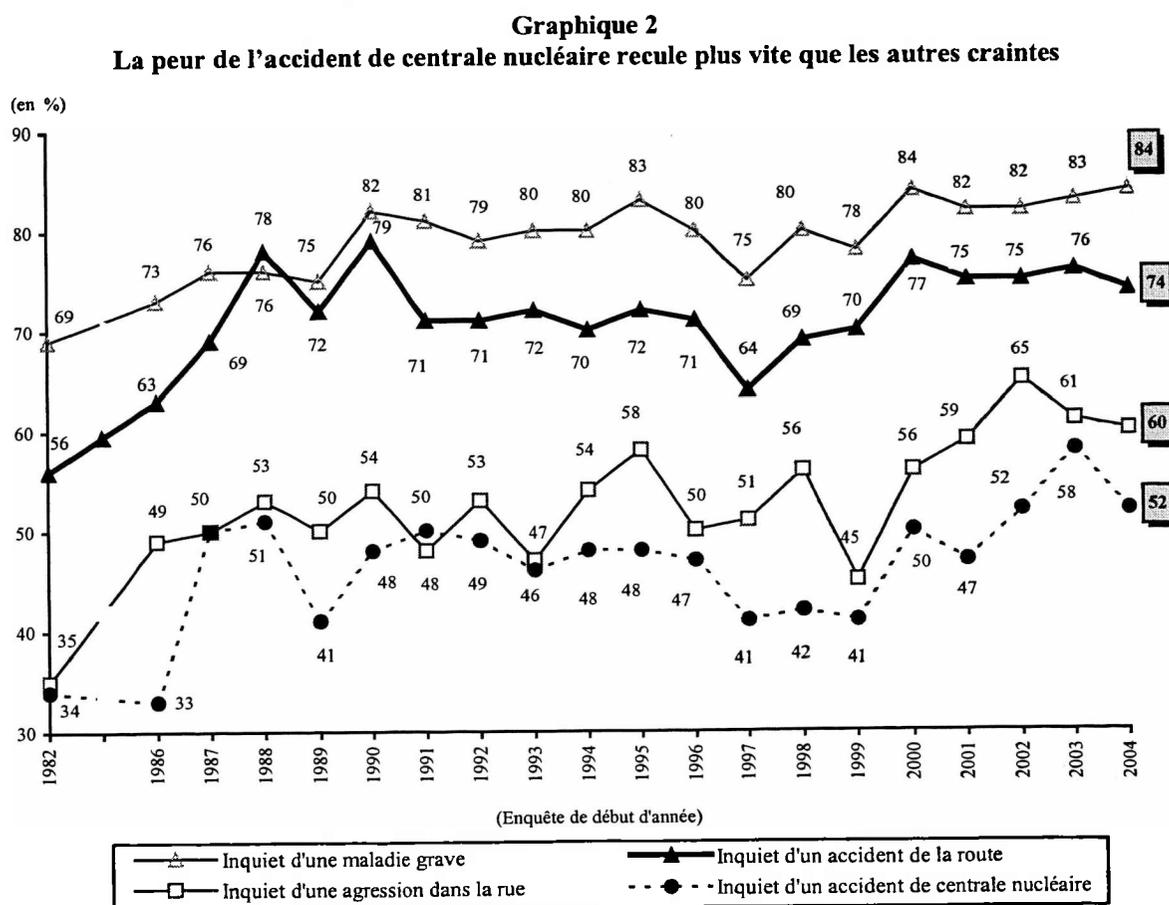
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- (1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.
- (2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (**cumul** des quatre domaines).
- (3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

Certes, les deux points de recul enregistrés cette année sont d'autant moins négligeables que la méthode d'élaboration du baromètre repose sur **quatre variables différentes**, ce qui tend à atténuer ses variations conjoncturelles.

Rappelons, en effet, que l'indicateur synthétise les attitudes concernant **quatre sujets** de risques possibles (desquels le chômage a été volontairement exclu) : ils concernent des domaines très différents ayant trait à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur mesure le nombre de personnes **inquiètes conjointement sur les quatre thèmes** : il traduit donc une « peur cumulée », non réductible à un seul sujet.

Et de fait, si certaines peurs ont reculé, d'autres se sont confirmées ces douze derniers mois (Graphique 2).



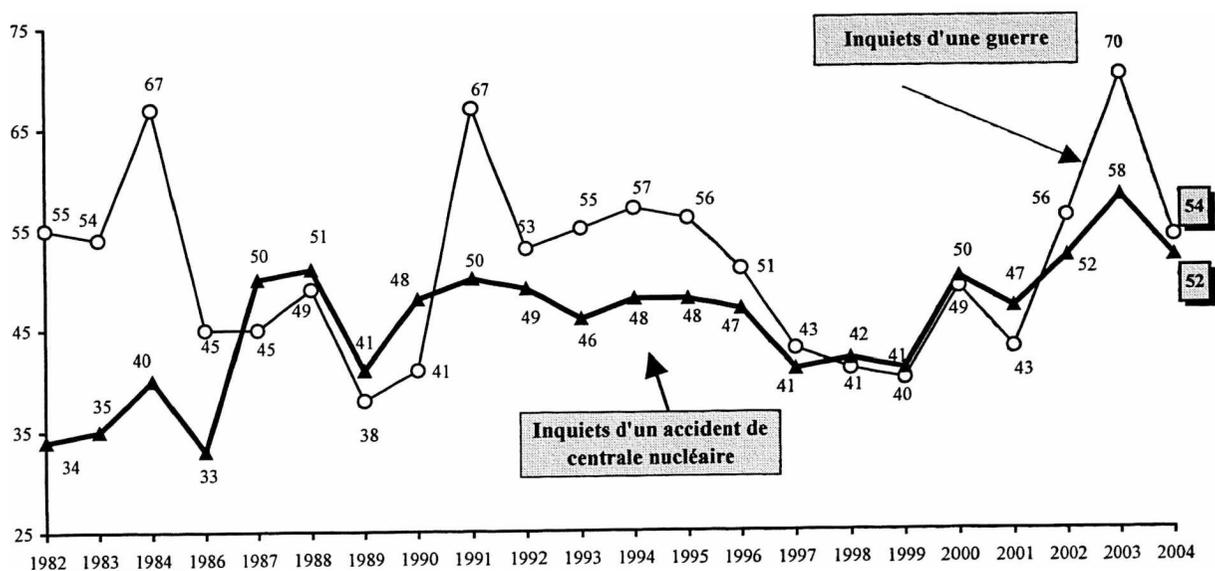
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

On peut *grosso modo* déceler **trois mouvements différents** dans l'évolution des divers risques ressentis (Graphique 2) :

- * D'abord, **une nette inflexion des peurs concernant l'accident de centrale nucléaire**, même si 52% des Français les partagent encore (retour au pourcentage d'il y a deux ans). En fait, ce recul de 6 points correspond très directement à la baisse du nombre de personnes inquiètes du risque de guerre : « seulement » 54% de nos concitoyens sont maintenant préoccupés par l'éventualité d'un conflit, contre 70% l'an dernier. Ces deux mouvements parallèles confirment une nouvelle fois combien la peur de la guerre et celle de l'accident de centrale sont liées (Graphique 3).
- * Ensuite, **un affermissement des craintes relatives à la maladie grave** (84%, + 1 point), alors même qu'elles atteignaient déjà un niveau très élevé. 84%, c'est le taux le plus haut relevé depuis 1982, le même qu'au début 2000.
- * Enfin, **un léger recul des appréhensions concernant l'accident de la route** (74%, - 2 points) et **l'agression dans la rue** (60%, - 1 point).

Graphique 3

La baisse des inquiétudes relatives au risque de guerre a contribué à faire baisser celles concernant le risque d'accident de centrale nucléaire



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »
(Enquêtes du début de chaque année)

A vrai dire, on aurait pu penser que les efforts déployés tout au long de l'année 2003, en matière **d'insécurité routière ou de lutte contre la violence et la délinquance**, auraient pu contribuer à réduire davantage les attentes sécuritaires. La peur de l'agression dans la rue, pour prendre cet exemple, a certes perdu 1 point ces douze derniers mois, après les 4 déjà engrangés l'an dernier. Mais, à 60%, le pourcentage de personnes préoccupées par ce sujet reste plus élevé qu'il ne l'avait jamais été jusqu'en 2001.

D'ailleurs, même si le nombre d'inquiets de l'agression a reculé presque partout en deux ans (de 2002 à 2004), on note que dans quelques groupes précis, cette crainte est cette année **repartie à la hausse**. Cela concerne surtout : les plus de 50 ans, les habitants de petites communes (de moins de 20 000 habitants), les non-diplômés, les revenus moyens-bas, mais aussi les cadres supérieurs et les salariés du secteur public (Tableau 1).

A l'inverse, la politique menée a conduit à **un net recul des peurs** concernant l'insécurité quotidienne chez les travailleurs indépendants, les femmes au foyer, les habitants de HLM et surtout les Franciliens (- 12 points, cf. Tableau 1).

En un mot, **la lutte contre le sentiment d'insécurité n'a pas encore, partout, porté ses fruits**. Même si dans tous les groupes où cette inquiétude dépassait les 70% en 2002, il y a eu une sérieuse inflexion, sauf chez les non-diplômés.

Tableau 1
Même si la peur de l'agression dans la rue recule globalement, elle semble repartir à la hausse dans quelques groupes précis

(Pourcentage d'individus inquiets d'une agression dans la rue)

	Début 2002	Début 2003	Début 2004	Evolution 2003-2004
Les groupes où le pourcentage d'inquiets d'une agression dans la rue est remonté cette année				
. A de 50 à 64 ans.....	64	55	61	+6
. Cadre supérieur.....	47	41	48	+7
. Réside dans une agglo. de 2 000 à 20 000 hab.	63	60	66	+6
. Salarié du secteur public en CDI.....	61	53	56	+4
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	71	68	70	+2
. A 65 ans et plus.....	68	62	63	+1
. Revenus compris entre 915 € et 1 524 €/mois.....	66	62	63	+1
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.	57	58	59	+1
Ensemble de la population	65	61	60	- 1
Les groupes où le pourcentage d'inquiets d'une agression dans la rue a nettement diminué cette année				
. Travailleur indépendant	57	58	51	- 7
. Femme au foyer	73	73	65	- 8
. Vit en HLM.....	77	70	64	- 6
. Revenus compris entre 1 524 € et 3 049 €/mois.....	64	65	59	- 6
. Réside à Paris et dans l'agglo. parisienne.	67	64	52	- 12

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

En tout état de cause, ces différents mouvements, plus ou moins contradictoires, n'ont pas contribué à faire significativement reculer « l'indicateur d'inquiétudes » : celui-ci reste, cette année, au-dessus du « palier » des 35% atteint en 2002, confirmant en quelque sorte **la montée inexorable des inquiétudes** dans la société française : alors que le pourcentage d'inquiets était de 14% en 1982-1983, il a atteint les 25-30% tout au long de la décennie 90, pour passer significativement au-dessus des 30% au début des années 2000.

Rappelons que cette progression des craintes a, en vingt ans, touché **tout le corps social sans exception** : l'essor des peurs a d'abord affecté, de 1982 à 1995, les catégories peu aisées – en réaction à une certaine insécurité économique et sociale –, puis il a touché les catégories moyennes. Les craintes se sont ensuite propagées dans les groupes aisés, économiquement privilégiés, signe qu'elles étaient en train de changer de nature. Comme si ces peurs marquaient l'apparition **d'un malaise plus « existentiel »**, malaise que même un niveau de vie conséquent ne parvenait plus guère à apaiser.

Finalement, ces inquiétudes ne semblent être rien d'autre que le révélateur de la diffusion d'un état d'esprit **symptomatique**, répondant à une conviction très profonde : celle d'appartenir, d'être partie prenante d'une société en permanence confrontée à des risques multiples, à des dangers majeurs, sans cesse renouvelés et dont la probabilité de survenance paraît chaque jour plus élevée. Terrorisme et attentats, menaces sur les produits alimentaires (vache folle, OGM, volailles du Sud-Est asiatique ...), tempêtes et catastrophes écologiques, réchauffement climatique, maladies graves plus ou moins connues (SRAS, légionellose,...), accidents de transports collectifs, violences urbaines... constituent quelques-uns de ces dangers, sans cesse réactivés, dont **l'inéluctabilité** apparente n'a d'égal que **l'impuissance ressentie, individuelle et collective, à s'en protéger**.

En un mot, plus personne n'ignore l'existence de cette **pluralité** de dangers et chacun sait qu'il doit – et devra – **vivre avec**. Mais la peur qu'on en a reste sourde et vivace puisqu'on éprouve une impuissance presque totale à s'en prémunir durablement. Le citoyen réclame d'autant plus le fameux risque « zéro » qu'il sent que **le danger est finalement partout, omniprésent...**

C'est cette montée des inquiétudes que traduit le Tableau 2. Si l'on « neutralise » la situation particulière du début 2003, et que l'on compare les craintes de cette année avec celles de 1995 (taux les plus élevés de la décennie 90) ou de 2002 (taux les plus hauts des années 2000), **l'essor des peurs ne fait guère de doutes** : les tassements sont rares, tandis que quelques progressions s'affirment, surtout chez les bas revenus (43% sont inquiets, 9 points de plus qu'il y a deux ans), chez les plus de 50 ans ou chez les habitants de petites communes ... Une seule et unique exception apparaît : **les peurs ont nettement reculé cette année chez les habitants de Paris et de l'agglomération parisienne** (27% d'inquiets, contre 40% l'an dernier ou 39% il y a deux ans). Les Franciliens sont même aujourd'hui globalement moins inquiets que les diplômés du supérieur.

Tableau 2
Lentement mais sûrement, les inquiétudes continuent à se diffuser

(Pourcentage d'inquiets)

	Début 1995	Début 2002	Début 2004	Evolution 2002-2004
Catégories classées en fonction des revenus du foyer				
. Moins de 915 €/mois (6 000 F.).....	35	34	43	+ 9
. De 1 524 à 1 829 €/mois (de 10 000 à 12 000 F.)	37	36	35	- 1
. Plus de 2 287 €/mois (15 000 F.)	18	29	30	+ 1
Catégories classées en fonction de la profession				
. Femme au foyer	43	40	43	+ 3
. Ouvrier	33	38	38	=
. Employé	32	43	42	- 1
. Cadre (supérieur ou moyen)	17	25	26	+ 1
Catégories classées en fonction de l'âge				
. Moins de 25 ans.....	26	34	36	+ 2
. 25 à 34 ans	31	35	34	- 1
. 35 à 49 ans	27	36	36	=
. 50 à 64 ans	34	34	37	+ 3
. 65 ans et plus	33	34	39	+ 5
Catégories classées en fonction du niveau de formation				
. Aucun diplôme (ou Cep)	38	40	43	+ 3
. Diplômé du bac ou du supérieur	18	27	28	+ 1
Catégories classées en fonction du lieu de résidence				
. Moins de 2 000 habitants	32	33	36	+ 3
. 2 000 à 20 000 habitants	34	33	44	+ 11
. 20 000 à 100 000 habitants	34	39	37	- 2
. 100 000 habitants et plus (hors agglomération parisienne)	28	34	37	+ 3
. Paris – agglomération parisienne	23	39	27	- 12
Ensemble de la population	30	35	36	+ 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2004, 43 % des titulaires de faibles revenus sont inquiets, soit 9 points de plus qu'en 2002

Un constat mérite d'ailleurs attention : **le pourcentage d'inquiets ne varie plus guère en fonction de l'âge** (Tableau 2). Finie la relative insouciance des jeunes ! Cette « homogénéisation » des peurs traduit bien le phénomène de montée irrépensible des risques ressentis : les taux par âge varient peu, alors même que l'on sait que, dans chaque classe d'âge, on est loin de donner la même importance à chaque type de dangers.

Un autre indicateur tend d'ailleurs à mieux faire comprendre les évolutions intervenues cette année : les peurs concernent davantage la crainte sourde de devoir être confronté à un mal, plus ou moins connu, que **la société ne peut arriver à contrôler**, que celle de se trouver face à un phénomène d'insécurité relativement identifié.

On observe en effet que, dans la hiérarchie des préoccupations, les « interrogations sécuritaires » continuent à reculer : **le thème de « la violence, de l'insécurité » perd même sa première place au palmarès** (recul de 3 points cette année, après les 13 perdus l'an dernier, cf. Tableau 3).

Par contre, **les maladies graves deviennent, de loin, la première préoccupation de nos concitoyens**, avec un taux de citations de 39% (+ 9 points en un an). L'apparition en 2003 du SRAS, la grippe aviaire dans les pays d'Asie, et même l'épidémie de légionellose qui a touché le Nord de la France pendant le déroulement même de l'enquête, ont du contribuer à accroître le trouble que nos concitoyens affichent à l'égard de ces maladies graves, mortelles, mal contrôlées, mal connues ou qu'on n'arrive guère à juguler (Sida, etc). Le recul des préoccupations liées aux tensions internationales (- 8 points cette année) s'est donc traduit par une montée conséquente des craintes concernant les maladies graves.

Tableau 3
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(en %)

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2004)	Début 1991	Début 1993	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Début 2004	Evolution 2003-2004
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(J)	(J) - (I)
Les maladies graves	28	29	26	28	30	33	38	31	30	39	+ 9
La violence et l'insécurité.....	23	16	25	29	33	27	38	48	35	32	- 3
Le chômage	27	44	52	48	44	36	27	24	26	28	+ 2
La pauvreté en France	16	20	25	23	24	25	21	19	22	24	+ 2
La pauvreté dans le monde	15	19	16	18	19	21	17	17	18	18	=
La dégradation de l'environnement	12	11	8	10	8	13	18	14	15	14	- 1
La drogue	37	30	22	20	22	23	21	21	12	14	+ 2
Les tensions internationales	16	9	5	4	5	7	6	10	20	12	- 8
L'immigration	17	14	13	13	10	9	8	10	13	11	- 2
Les conflits sociaux	4	3	5	3	4	4	4	5	5	6	+ 1
L'Europe	6	6	3	2	1	2	2	1	2	3	+ 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Deux autres éléments méritent d'être évoqués :

- * Malgré la répétition de quelques graves catastrophes écologiques, la « **dégradation de l'environnement** » semble, depuis deux ou trois ans, plafonner (à 14-15%). On craint, semble-t-il, plus **les conséquences sanitaires** des troubles environnementaux qu'on ne met directement en avant ces troubles eux-mêmes.
- * **Le chômage** retrouve de la vigueur au sein des préoccupations des Français (+ 2 points cette année, + 4 points en deux ans) ; mais, à **28%**, il est loin de revenir au niveau qui avait été le sien en 1997-2000. Pourtant, on va le voir, les prévisions de nos concitoyens sont, sur ce sujet, encore très pessimistes. D'ailleurs, la **pauvreté en France** (24%) gagne également 2 points dans les préoccupations (soit 5 points en deux ans).

Voilà donc le sens à donner à cette peur plus ou moins insaisissable qui étreint aujourd'hui les Français : ils ont à faire face **conjointement** à la crainte, ancestrale, et pourtant renouvelée, des maladies graves, à la remontée des sujets « sociaux » (chômage, pauvreté), mais aussi, encore, à l'insécurité quotidienne (même si ce thème est en recul). La **morosité** actuelle de la population trouve probablement là une de ses premières et plus probantes explications.

D'autant plus que les sujets de préoccupations ne sont pas les mêmes partout : les bas revenus mettent « les maladies graves » en tête de leurs soucis ; les hauts revenus y placent « la violence et l'insécurité ». Enfin, le « chômage » est la préoccupation première des ouvriers. Il y a là la traduction de **cette superposition d'attentes et de doutes** qui affecte les différentes franges de l'opinion en ce début 2004.

Tableau 4
Les quatre principales préoccupations dans trois groupes significatifs de la population

Titulaires de bas revenus (moins de 915 €/mois)	Titulaires de hauts revenus (plus de 3 049 €/mois)	Ouvriers
. Maladies graves 39%	. Violence, insécurité 30%	. Chômage 40%
. Violence, insécurité 36%	. Maladies graves 28%	. Maladies graves 39%
. Chômage 32%	. Chômage 25%	. Violence, insécurité 28%
. Pauvreté en France 24%	. Pauvreté dans le monde 24%	. Pauvreté en France 24%

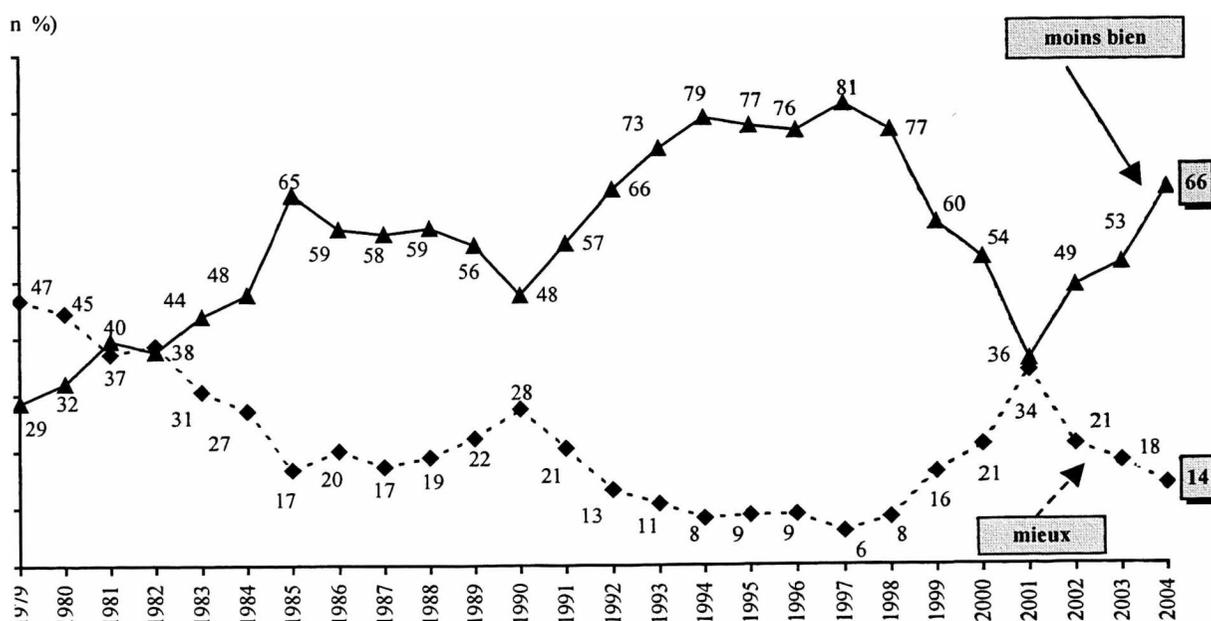
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2004.

2. Le pessimisme sur le niveau de vie « des autres » s'accroît fortement : les Français sont convaincus que le chômage va continuer à augmenter

Comment ne pas voir là un des signes les plus patents du **désenchantement actuel** d'une opinion en proie au **doute collectif** ? Les deux tiers (66% exactement) de la population considèrent que le niveau de vie de l'ensemble des Français se détériore : le **taux s'est accru de 13 points en un an** ! Il faut remonter très loin, au début 1985, pour retrouver une telle augmentation annuelle du pessimisme collectif (Graphique 4). Il est vrai qu'entre 2001 et 2002, la progression avait aussi été très rapide. En fait, en trois ans, le pourcentage de pessimistes a presque été multiplié par deux.

A 66%, nous sommes ainsi revenus à la **situation sombre du début 1992**, celle qui précédait la « plongée » dans la crise des années 1994-1998. Dans ce contexte, un seul élément permet de modérer le propos : c'est entre janvier et juin dernier que le pessimisme collectif s'est le plus accru (de 53 à 63%). Depuis le mois de juillet, les jugements négatifs ont donc continué à progresser, mais à un rythme heureusement moins rapide.

Graphique 4
En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent cette année 19% des avis, contre 27% l'an dernier.

Le plus frappant est que cette dégradation a, ces douze derniers mois, affecté **avec systématisme** toutes les catégories de la population. En un mot, personne n'a échappé à cette montée des doutes sur le niveau de vie du pays. Le mouvement a même été plus rapide qu'en moyenne chez les travailleurs indépendants (+ 25 points en un an, contre + 13 en moyenne). Il est vrai que ceux-ci avaient été les seuls, l'an dernier, à ne pas afficher de montée du pessimisme.

Quoi qu'il en soit, ce malaise accru se retrouve aussi bien chez les bas revenus (+ 10 points) que chez les hauts revenus (+ 13 points), chez les non-diplômés que chez les titulaires du bac ou d'un diplôme du supérieur (+ 14 points dans les deux cas). Autrement dit, **le mouvement est général**. D'ailleurs – et ce n'était pas le cas l'an dernier –, le pessimisme collectif est maintenant partagé par **une nette majorité** (au moins 53%) **de tous les groupes sociaux** (Tableau 5).

Ainsi, en deux ans (de 2002 à 2004), la situation du pays s'est inversée : **force est de reconnaître que le défaitisme sociétal est partout présent**.

Tableau 5
Le pessimisme sur la situation des « autres » s'est diffusé
dans tous les groupes sans aucune exception

(Pourcentage d'individus estimant que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade)

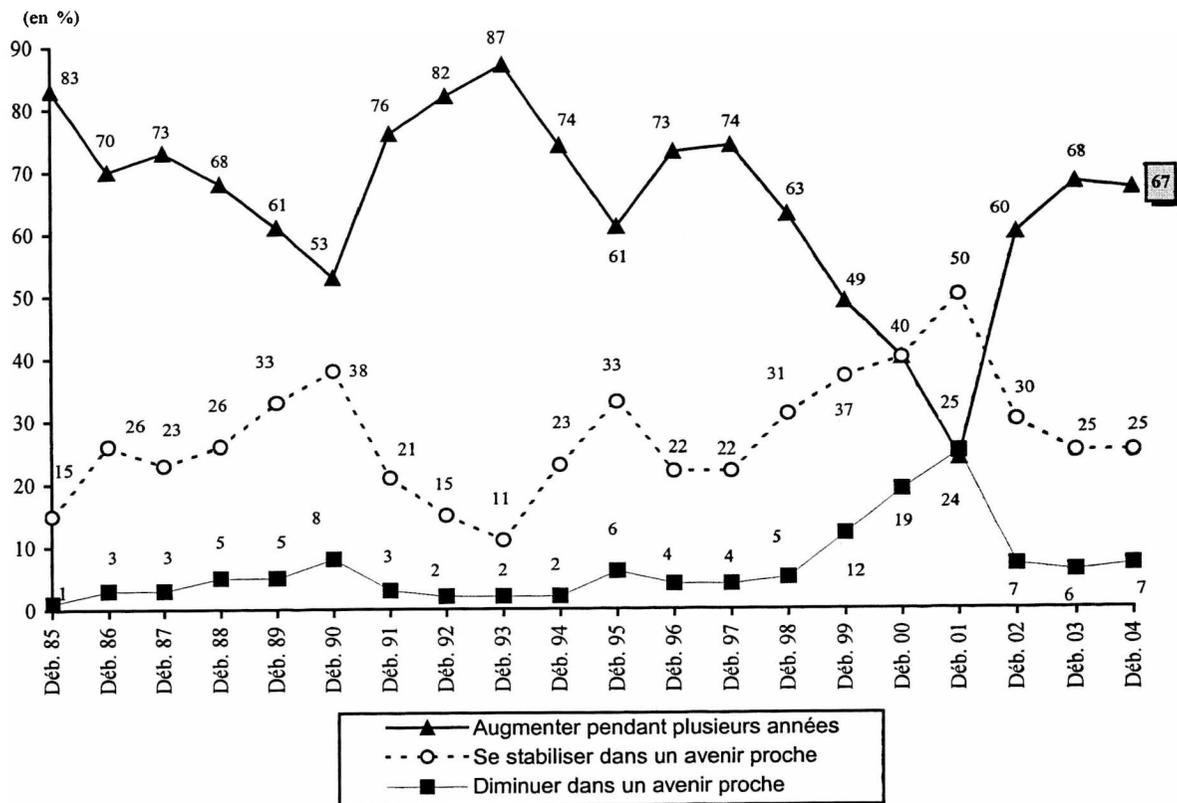
	Début 2002	Début 2003	Début 2004	Evolution 2003-2004
. Ouvrier.....	51	57	64	+ 7
. Employé.....	47	56	69	+ 13
. Cadre (moyen ou supérieur)	40	52	64	+ 12
. Revenus du foyer inférieurs à 915 €/mois (6 000 F).....	49	57	67	+ 10
. Revenus compris entre 1 524 et 2 287 €/mois (10 000 à 15 000 F).	48	59	68	+ 9
. Revenus de 3 049 €/mois ou plus (20 000 F)	44	47	60	+ 13
. Ne dispose d'aucun diplôme	54	56	70	+ 14
. Dispose du bac ou d'un diplôme du supérieur	40	48	62	+ 14
. Moins de 25 ans	36	37	53	+ 16
. 25 à 34 ans	43	50	60	+ 10
. 35 à 49 ans	52	58	69	+ 11
. 50 à 64 ans	56	57	72	+ 15
. Plus de 65 ans	53	55	69	+ 14
. Habite dans une commune de moins de 2000 hab.	52	53	70	+ 17
. Habite dans une agglo. provinciale de 100 000 hab. et plus	49	58	66	+ 8
. Réside à Paris et dans l'agglo. parisienne.	45	45	58	+ 13
Ensemble de la population	49	53	66	+ 13

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Cet assombrissement du regard porté sur l'évolution du niveau de vie des Français n'est évidemment pas sans rapport avec les pronostics formulés sur **l'évolution de l'emploi**. Là aussi, le corps social affiche son désarroi : **67% de nos concitoyens estiment que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter**. Certes, le taux n'est pas plus haut que celui de l'an dernier (68%), mais on ne peut pas dire que la situation se soit vraiment améliorée (Graphique 5). Remarquons même que pas plus de 7% des enquêtés ne croient à un recul prochain du chômage.

Une observation mérite cependant attention : il y a six mois, en juin 2003, le pourcentage de Français pessimistes sur l'évolution du chômage était de 71%. Autrement dit, **la situation a commencé à s'améliorer**.

Graphique 5
A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

En tout état de cause, l'annonce, mois après mois, pratiquement tout au long de l'année 2003, d'une progression du nombre de chômeurs n'a évidemment pas conduit l'opinion à penser que le mal allait être rapidement endigué : à 67% en moyenne, le pourcentage de pessimistes reste du même ordre de grandeur qu'en 1996-1998, **et il est à ce niveau depuis deux ans**. Le taux va même jusqu'à atteindre les 78% chez les ouvriers, 75% chez les employés et 72% chez les 50-59 ans.

Dans ce paysage relativement sombre, on doit apporter quelques éléments modérateurs, disons quelques nuances importantes :

- * D'abord, si l'on observe bien, on remarque que **dans quelques catégories**, surtout parmi les plus aisées, le pessimisme en matière de chômage **a commencé à régresser**, timidement mais significativement (cas des cadres, des hauts revenus, des diplômés, des Franciliens notamment, cf. Tableau 6).

Tableau 6
Le pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter

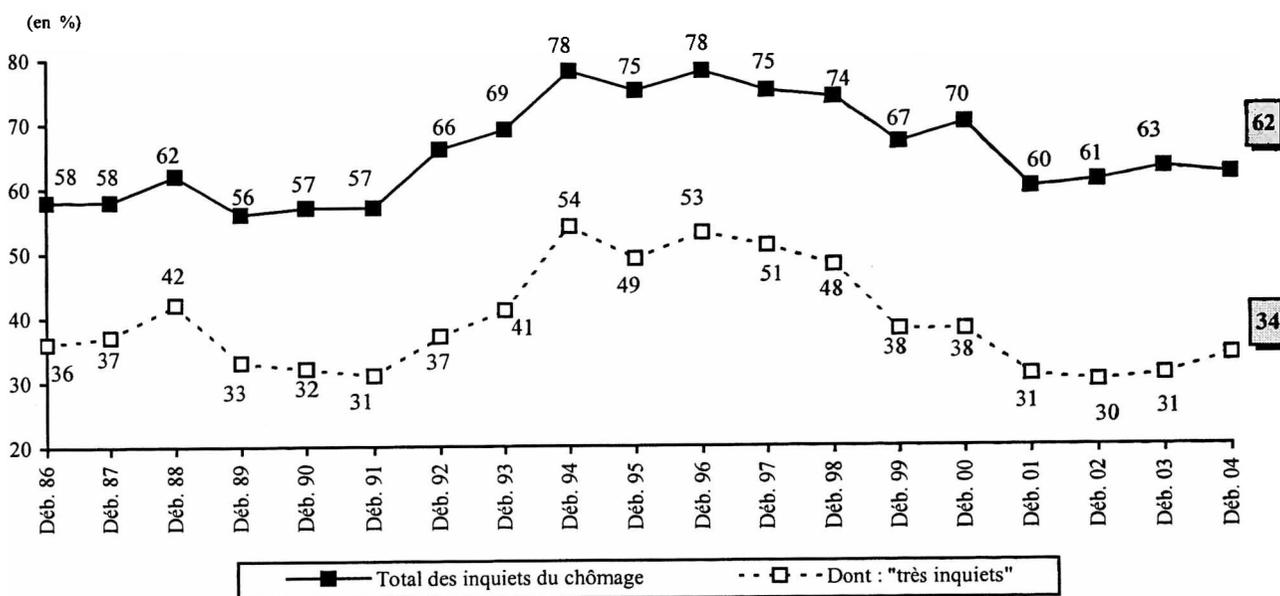
	Début 2002	Début 2003	Début 2004	Evolution 2003-2004
Catégories où le pessimisme, tout en restant élevé, a commencé à régresser				
. Etudiant	41	60	50	- 10
. A 65 ans et plus.....	58	69	62	- 7
. Réside à Paris et dans l'agglomération parisienne.	52	68	63	- 5
. Travailleur indépendant	65	73	69	- 4
. Cadre (moyen et supérieur)	54	63	59	- 4
. Revenus du foyer supérieur à 3 049 €/mois (20 000 F)	51	58	55	- 3
. Diplôme du bac ou du supérieur	54	60	58	- 2
Ensemble de la population	60	68	67	- 1
Catégories où le pessimisme continue à progresser				
. Femme au foyer	63	66	76	+ 10
. Réside dans une agglo. de 20 000 à 100 000 hab.	64	64	69	+ 5
. Employé	67	71	75	+ 4
. Salarié du public en CDI	60	61	65	+ 4
. Ouvrier.....	62	76	78	+ 2
. 25-34 ans.....	58	68	70	+ 2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- * Ensuite, même si l'inquiétude concernant le risque de chômage est élevée (62% cette année, contre 63% l'an dernier), le sentiment d'en être **personnellement et effectivement** menacé n'est pas autant partagé qu'il l'était il y a quelques années : 71% de la population (72% l'an dernier) déclarent aujourd'hui **ne pas ressentir ce danger** pour eux-mêmes ou pour leur foyer.

D'ailleurs, le pourcentage d'individus « **très inquiets** » vis-à-vis du risque de chômage est, certes, de 34% aujourd'hui (31% l'an dernier), mais il se situe encore loin des chiffres des années 96-98 (48 à 53%, cf. Graphique 6).

Graphique 6
Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets,
pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage



CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

En un mot, une bonne partie des enquêtés ont toujours la conviction que le mal risque de continuer à frapper un nombre important de nos concitoyens. Mais, heureusement, **beaucoup ne se sentent pas eux-mêmes directement menacés**.

- * Enfin, troisième élément : alors même que les pronostics concernant l'évolution de l'emploi sont très pessimistes, il est frappant de relever que les préoccupations concernant « le chômage » sont loin d'être revenues au niveau qui était le leur il y a

quelques années (cf. ci-dessus, Tableau 3). Il est vrai que ces préoccupations sont mesurées dans l'enquête de façon relative et que les appréhensions concernant « les maladies graves » ou « l'insécurité », en prenant de l'importance, ont relégué au second plan les autres types de sujets. En tout état de cause, « le chômage », nous l'avons vu plus haut, ne figure aujourd'hui qu'à la 3^{ème} place du palmarès des soucis des Français, même si ce thème a regagné 2 points cette année.

Autrement dit, le trouble mis en évidence ici correspond à un profond pessimisme collectif, traduisant **une montée des doutes sur la capacité du pays, la capacité des « autres », à s'en sortir**. Mais il n'implique pas obligatoirement une « démoralisation individuelle » généralisée. Et d'ailleurs, on va le voir, les jugements sur les situations individuelles se sont dégradées, mais pas du tout dans les mêmes proportions.

En un mot, le pays « broie du noir », mais des espoirs individuels subsistent.

3. Les jugements sur le niveau de vie personnel se dégradent. Mais des espoirs individuels subsistent

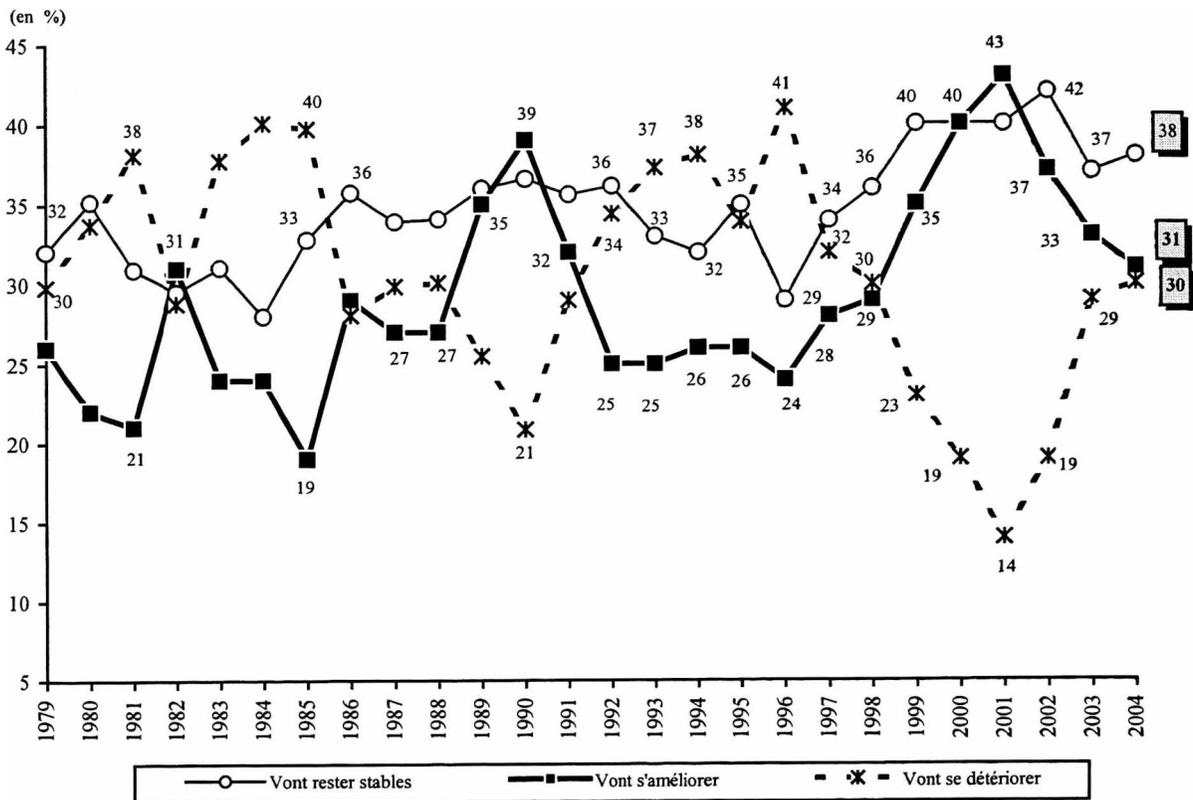
Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de peindre abusivement le paysage en rose, mais, comparés à la noirceur, voire au fatalisme, du regard porté sur les conditions de vie **collectives**, les jugements sur les situations individuelles paraissent presque empreints de ce qu'on appellera une certaine modération, une prudence retenue. Comprendons-nous bien : **le moral personnel des ménages est, sans conteste, en recul cette année** ; cependant, cette inflexion est sans commune mesure avec le défaitisme collectif galopant de ce début 2004. Comme si, en affichant, presque avec hésitation, quelques **espoirs personnels** sur l'évolution de leur propre situation, certains voulaient signifier que sur ce registre, **tout n'est pas joué**.

En fait, en ce qui concerne le niveau de vie **individuel**, l'enquête mesure à la fois les opinions sur **les situations présentes** et celles **concernant l'avenir**. Examinons-les tour à tour, avant de tenter de les synthétiser.

A- Le premier élément, peut-être aujourd'hui le plus important face au pessimisme sociétal ambiant, concerne les jugements portés sur les conditions de vie personnelles **à venir** (Graphique 7). Bien sûr, on ne peut pas parler ici d'optimisme notoire, mais 38% de la population pensent que **leurs** conditions de vie vont « rester **stables** » dans les cinq prochaines années (+ 1 point en un an) et 31% qu'elles vont **s'améliorer** (- 2 points).

Autrement dit, « seulement » **30%** des Français pronostiquent une détérioration prochaine de leur situation personnelle. Ce taux n'a finalement gagné qu'un point cette année (après, il est vrai, 10 points l'an dernier). Il n'a, en tout état de cause, rien à voir avec le pourcentage de pessimistes à l'égard du niveau de vie global du pays (66%).

Graphique 7
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



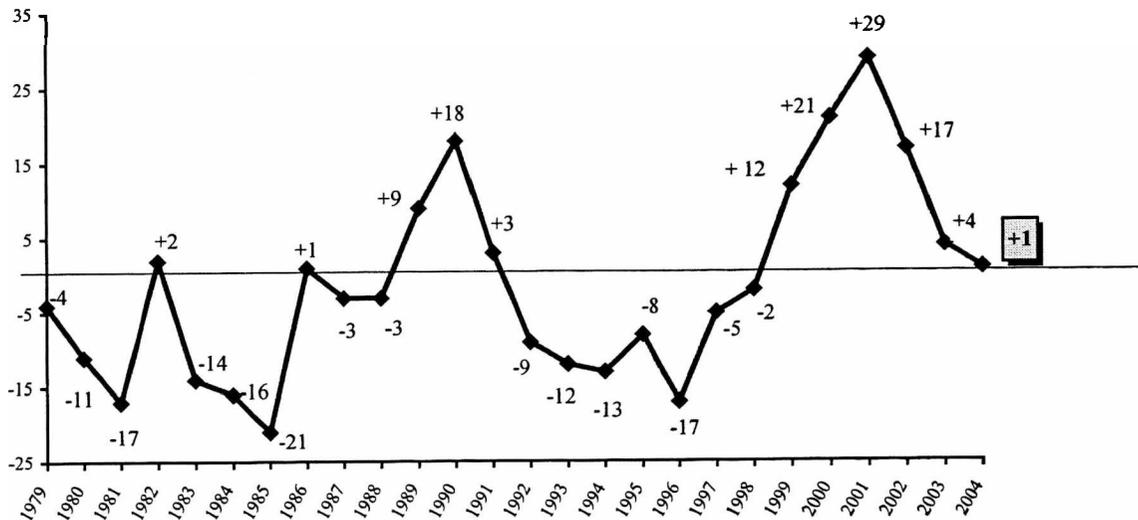
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

D'ailleurs, on peut, à partir des réponses à cette question, calculer **un solde entre les jugements positifs et négatifs**. L'observation de ce solde sur les deux dernières décennies permet de faire au moins **deux constats importants** (Graphique 8) :

- * Le recul de l'optimisme individuel se poursuit certes, mais à **un rythme qui s'est, cette année, nettement ralenti** par rapport à la baisse enregistrée les deux années précédentes. En fait, l'indicateur est aujourd'hui de + 1, contre + 4 l'an dernier et + 17 il y a deux ans.
- * **Il reste que l'indicateur est toujours positif**. La parenthèse faste, ouverte en 1999, est donc en train de se refermer ; mais nous ne sommes pas encore entrés dans la zone noire des indices négatifs, comme dans les années 1992-1998, même si on s'en approche. Remarquons que finalement, sur vingt-six ans, l'indice a plus souvent été négatif que positif.

Graphique 8
L'indicateur d'optimisme ou de pessimisme vis-à-vis des conditions de vie à venir
est encore positif, mais de justesse

(Solde des anticipations positives et négatives vis-à-vis de l'avenir)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

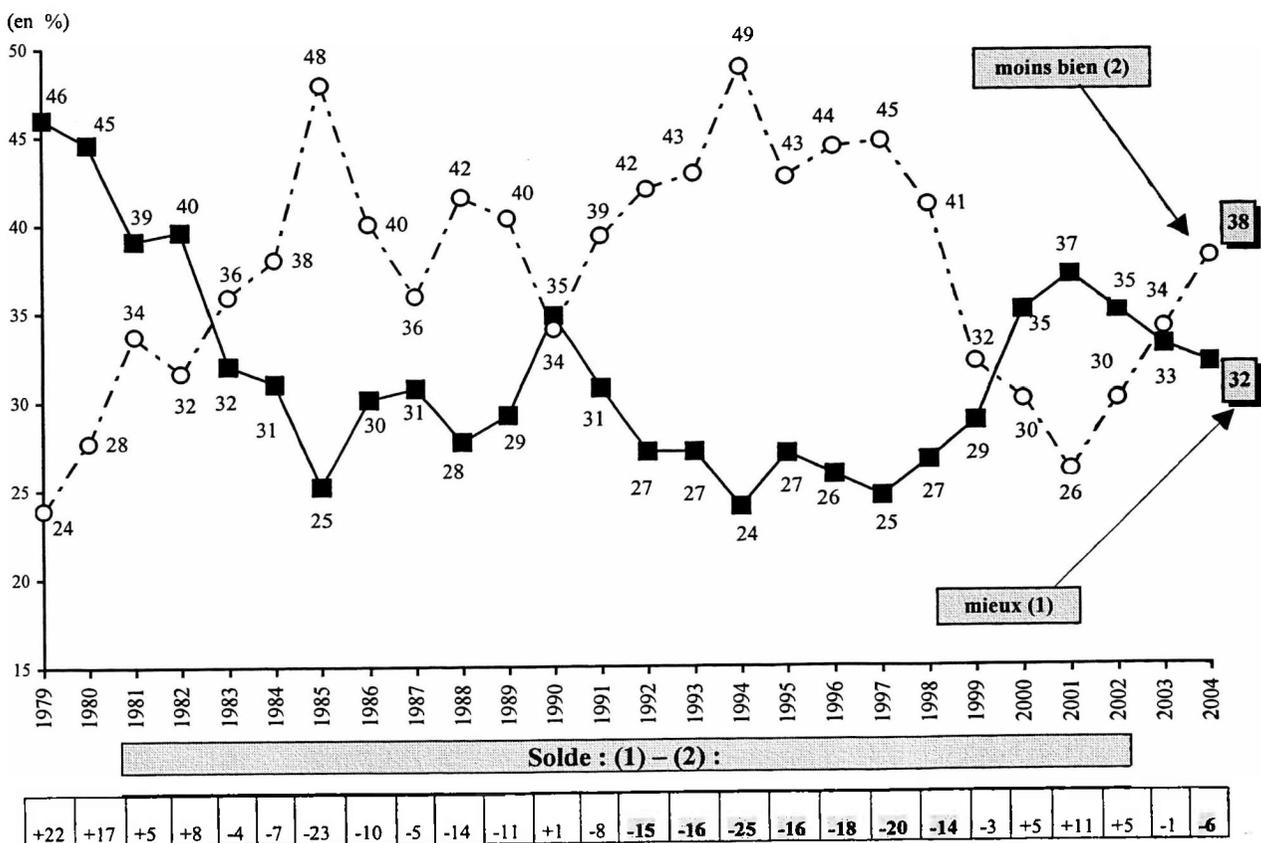
En un mot, tout n'est pas noir : **beaucoup de Français voient encore positivement leur avenir personnel**. Le taux est même partout positif, sauf dans cinq cas bien précis : chez les plus de 50 ans (indice de - 25, contre + 1 en moyenne) et les retraités (- 32), chez les habitants de petites communes (- 8), chez les travailleurs indépendants (- 9) et chez les non-diplômés (- 11). Le désarroi des **seniors** face à l'avenir, déjà mis en évidence depuis deux ans dans cette enquête, ne s'est donc pas vraiment apaisé. Leur insatisfaction prononcée à l'égard de l'évolution de leurs ressources en est en partie la cause, nous y reviendrons.

B- Le deuxième élément d'observation concernant le moral personnel a trait aux situations **présentes**, et non plus à l'avenir proche. Encore faut-il préciser que la question posée ne porte pas seulement sur l'évolution du niveau de vie de ces dernières semaines, mais sur celle intervenue « depuis une dizaine d'années ». On sait que le regard porté sur ce sujet est un très bon révélateur de l'état d'esprit **actuel**.

De fait, les attitudes se sont ici **sensiblement infléchies** (Graphique 9) : 38% de la population estiment que leur propre niveau de vie se dégrade (+ 4 points en un an, + 8 en deux ans), tandis que « seulement » 32% considèrent qu'il s'améliore (1 point de moins cette année).

Ainsi, alors qu'il y a à peine un an, jugements positifs et négatifs s'équilibraient presque parfaitement, le solde est maintenant négatif (- 6, cf. Graphique 9). On fera cependant deux observations : le solde est encore meilleur aujourd'hui que pendant toute la période 1992-1998 (de - 14 à - 25). D'autre part, la dégradation enregistrée cette année n'est pas du tout du même ordre de grandeur que la montée du pessimisme concernant le niveau de vie de **l'ensemble des Français**.

Graphique 9
En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...*



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent 30% des citations, contre 33% l'an dernier.

Il reste que la dégradation constatée en ce qui concerne les situations personnelles a, ces douze derniers mois, quasiment touché tous les groupes sociaux, à l'exception, assez paradoxalement, des ouvriers. Cependant, malgré cette inflexion générale du moral personnel, il apparaît que **les fractures mises en évidence l'an dernier n'ont pas disparu** (Tableau 7) :

- * On trouve, d'un côté, **des groupes largement pessimistes**, qui considèrent, à environ 45-48%, que leur propre niveau de vie se dégrade. Chez eux, les taux atteints sont donc de l'ordre de ceux des « années de crise ». On trouve ici les titulaires de bas revenus, les non-diplômés, les travailleurs indépendants et les plus de 50 ans.
- * De l'autre côté, figurent **des catégories où les optimistes sont encore les plus nombreux** : certes, dans ces groupes, certains pensent que leurs propres revenus évoluent négativement (18% à 32% d'entre eux le croient), mais ceux-ci sont encore loin d'être majoritaires. On recense ici les moins de 35 ans, les étudiants, les gens aisés et diplômés, les cadres.

Tableau 7
Les jugements sur l'évolution du niveau de vie personnel :
une profonde opposition socio-démographique entre optimistes et pessimistes

	Début 2004		
	Pourcentage d'individus estimant que leur propre niveau de vie :		Solde
	s'améliore (1)	se dégrade (2)	(1)-(2)
Les groupes les plus pessimistes sur l'évolution de leurs revenus			
. Revenus du foyer inférieurs à 915 €/mois (6 000 F.)	23	48	- 25
. A 50 ans et plus	19	47	- 28
. Travailleur indépendant	28	47	- 19
. Femme au foyer	24	47	- 23
. Retraité	15	45	- 30
. Ne dispose d'aucun diplôme	24	44	- 20
Ensemble de la population	32	38	- 6
Les groupes les plus optimistes sur l'évolution de leurs revenus			
. Etudiant	42	18	+ 24
. A moins de 35 ans	48	25	+ 23
. Revenus du foyer supérieurs à 2 287 €/mois (15 000 F). ...	46	28	+ 18
. Diplôme du supérieur	42	30	+ 12
. Cadre (moyen ou supérieur)	45	32	+ 13

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : chez les retraités, 15% pensent que leur propre niveau de vie s'améliore pendant que 45% pensent qu'il se détériore (soit un solde négatif de -30).

Ainsi, le moral individuel s'effrite, mais **ce mouvement n'a pas étouffé tous les espoirs personnels** : certains groupes restent, sinon sereins, du moins paraissent encore relativement protégés de la morosité que le climat collectif aurait pu susciter. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

C- Toujours est-il que nous pouvons maintenant synthétiser l'ensemble des informations précédentes concernant **le moral personnel des Français**.

L'« indicateur résumé » des opinions affichées par les ménages sur leur situation personnelle permet, en effet, de tenir compte à la fois de leurs appréciations **sur l'avenir** et de celles formulées **sur le présent**.

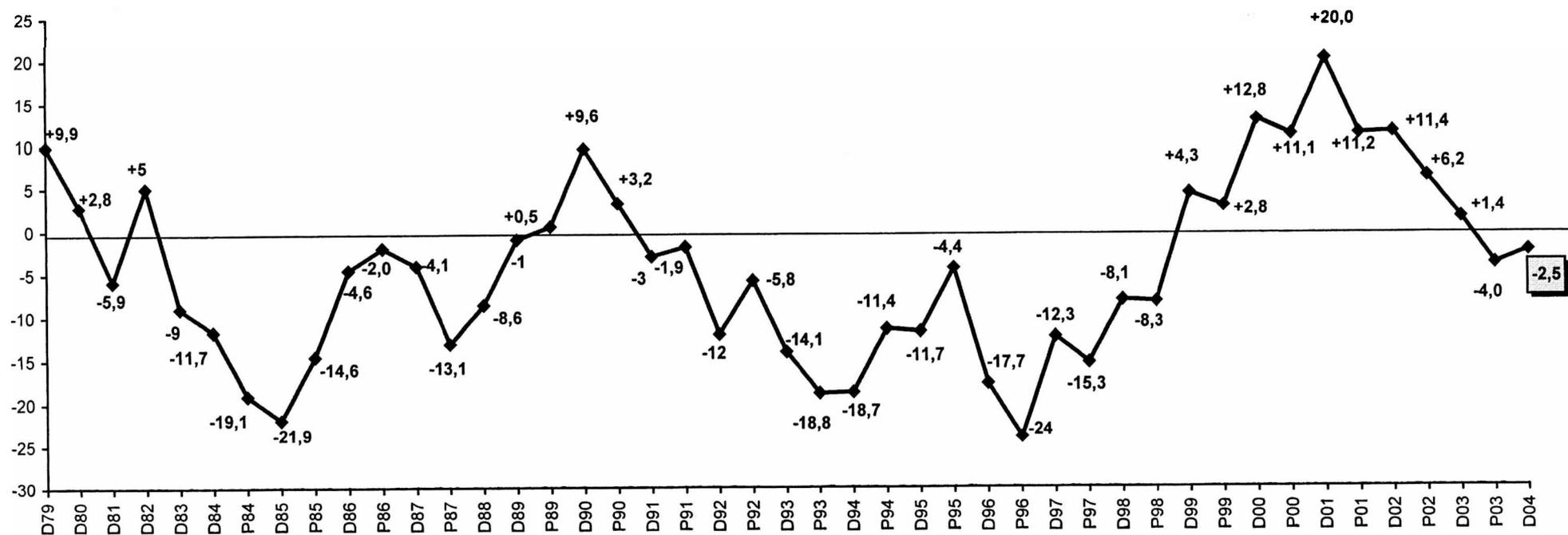
L'observation graphique de l'évolution de cet indice, ces vingt-six dernières années – nous y avons aussi fait figurer les vagues de juin de notre baromètre – synthétise beaucoup des enseignements précédents (Graphique 10). On retiendra **trois éléments principaux** :

- * **L'indicateur a poursuivi sa baisse en 2003 : il est maintenant négatif (- 2,5)**. C'est un événement d'autant plus notable que l'indice était encore positif l'an dernier, après l'avoir été **pendant neuf semestres consécutifs**.
- * L'inclusion des données de juin de chaque année montre que **l'indicateur était déjà devenu négatif en juin dernier (- 4,0)**. En un mot, la situation, après s'être sensiblement dégradée entre janvier et juin 2003, **s'est un peu redressée ce dernier semestre**.

Cet espoir de redressement se confirmera-t-il dans les prochains mois ? Quoi qu'il en soit, on ne peut masquer la réalité : voilà cinq ans que l'indicateur était positif ; **il est entré dans la « zone rouge » depuis le premier semestre 2003**.

Graphique 10

Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé est entré dans la « zone rouge » en juin 2003¹



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

¹ L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée. P = enquête de Printemps (Juin), D = enquête de début d'année.

- * Une troisième remarque mérite, enfin, grande attention : si l'indicateur résumé des jugements des ménages sur leur moral personnel est **en moyenne** légèrement négatif, ce chiffre global masque **des disparités très profondes**, opposant deux grands groupes : l'un où le moral économique individuel est encore d'un bon niveau – et dont on peut supposer qu'il « tire » aujourd'hui la consommation – ; l'autre où ce moral est préoccupant.

Le tableau suivant donne le profil comparé de ces deux ensembles de ménages (qualifiés par le niveau de l'indicateur résumé). **Cette fragmentation du corps social repose clairement, d'abord sur des oppositions d'âge, mais aussi sur des différences de revenus, d'activité et d'urbanisation.**

L'indicateur résumé relève une forte fragmentation sociale

<i>Les groupes où le moral économique individuel est encore d'un bon niveau</i>	
. Moins de 35 ans.....	+ 27
. Cadre (moyen ou supérieur)	+ 14
. Revenus du foyer supérieurs à 2 287 €/mois (15 000 F.).....	+ 12
. Diplômé du bac ou du supérieur	+ 10
. Réside à Paris ou dans l'agglomération parisienne	+ 8
. Employé	+ 6
. Ouvrier ²	+ 4

<i>Les groupes où le moral économique individuel est très dégradé</i>	
. Retraité	- 31
. A 50 ans et plus	- 26
. Ne dispose d'aucun diplôme	- 16
. Travailleur indépendant	- 14
. Revenus du foyer inférieurs à 915 €/mois (6 000 F.) ²	- 10
. Réside dans une commune de moins de 2 000 habitants	- 9
. Femme au foyer	- 9

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2004.

Voilà donc, finalement, comment se caractérise le pays aujourd'hui : le pessimisme collectif est profond et traverse toutes les franges du corps social ; le moral individuel,

² Dans ce groupe, l'indicateur résumé s'est amélioré cette année.

quant à lui, s'émiette, mais il reste encore satisfaisant dans une partie que l'on dira « privilégiée » de la société. Autrement dit, la plupart des Français éprouvent aujourd'hui **beaucoup plus d'anxiété pour les perspectives sociétales que pour leur propre situation**, même si, dans ce dernier cas, quelques catégories semblent très préoccupées.

De fait, l'écart entre « jugements individuels » et « perceptions collectives » caractérise, plus que jamais, le climat de ce début 2004 : le décalage existant sur ce point est reparti assez vivement à la hausse, alors qu'il s'était stabilisé en début 2003 (Graphique 11).

Or, on ne peut pas ne pas rappeler que c'est cet écart, ce décalage entre niveau de vie personnel et niveau de vie « des autres », que nous avons mis en avant, ces dernières années, pour expliquer les évolutions de la consommation.

Reprenons les termes mêmes des dernières de nos « notes de conjoncture »³ :

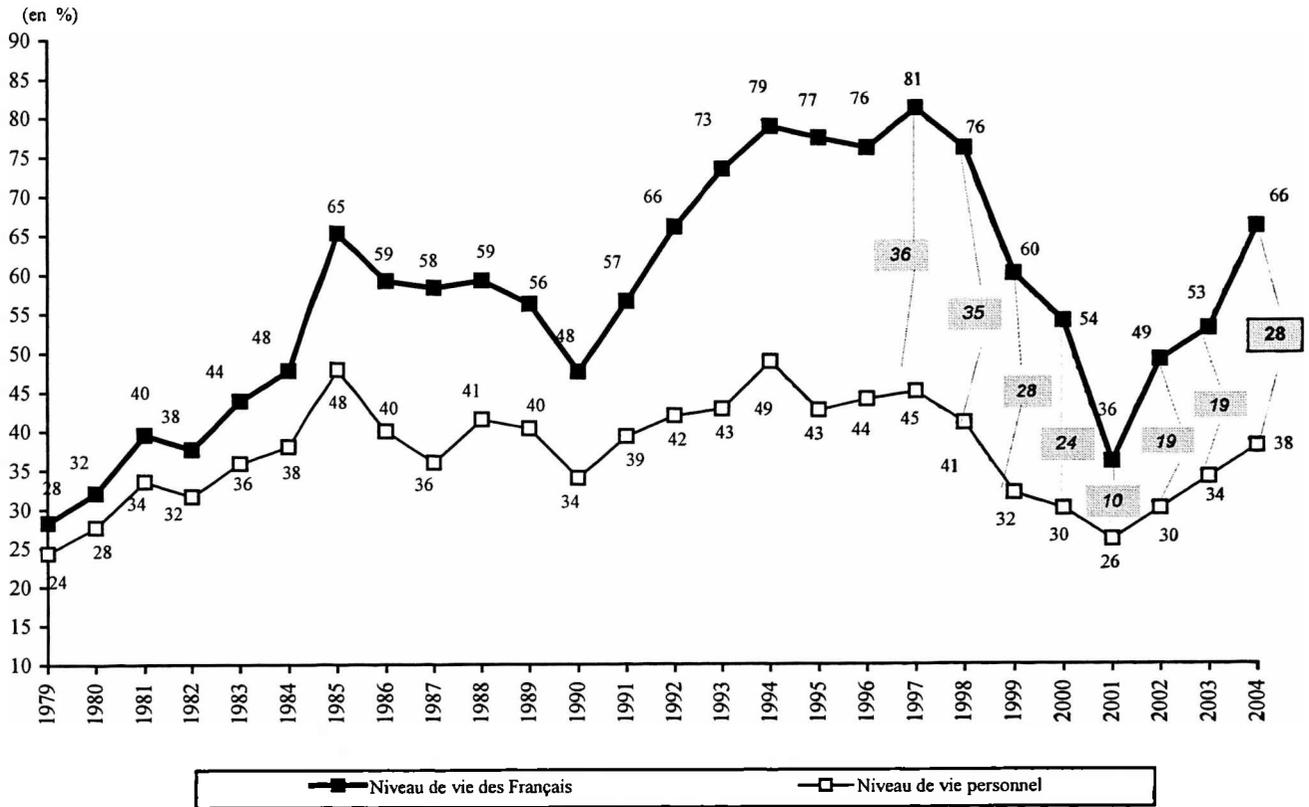
- * Quand le décalage est **faible**, il a pour effet de plutôt « **dynamiser** » ceux qui pensent mieux s'en sortir que les autres (« *ma situation est meilleure que celle des autres – qui n'est pas si noire que cela, ou qui est en voie d'amélioration – ; profitons-en pour faire les investissements, les achats dont j'ai besoin* »).
- * Quand le décalage est **fort (autour de 30 points)**, il a pour effet d'inciter à la prudence, et à **ralentir la consommation** de ceux qui pensent pourtant « tirer leur épingle du jeu » : « *ma situation est certes meilleure que celle des autres, mais la leur est tellement mauvaise que ma bonne fortune personnelle ne saurait durer. Epargnons donc* ».

L'écart n'était « que » de 19 points l'an dernier. Il est passé à 28 en ce début 2004, frôlant le seuil « fatidique » des 30 points. Comment les catégories estimant personnellement « mieux s'en sortir que les autres » pourraient-elles, à ce stade, ne pas être **ébranlées** par le sentiment maintenant omniprésent que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade ? En un mot, **la consommation ne repartira pas sans un recul du pessimisme collectif.**

³ Voir en particulier la note de l'an dernier : « *Début 2003 : la désillusion gagne l'opinion, tandis que monte la peur de la guerre* », CREDOC, mars 2003.

Graphique 11 Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » retrouve un niveau préoccupant

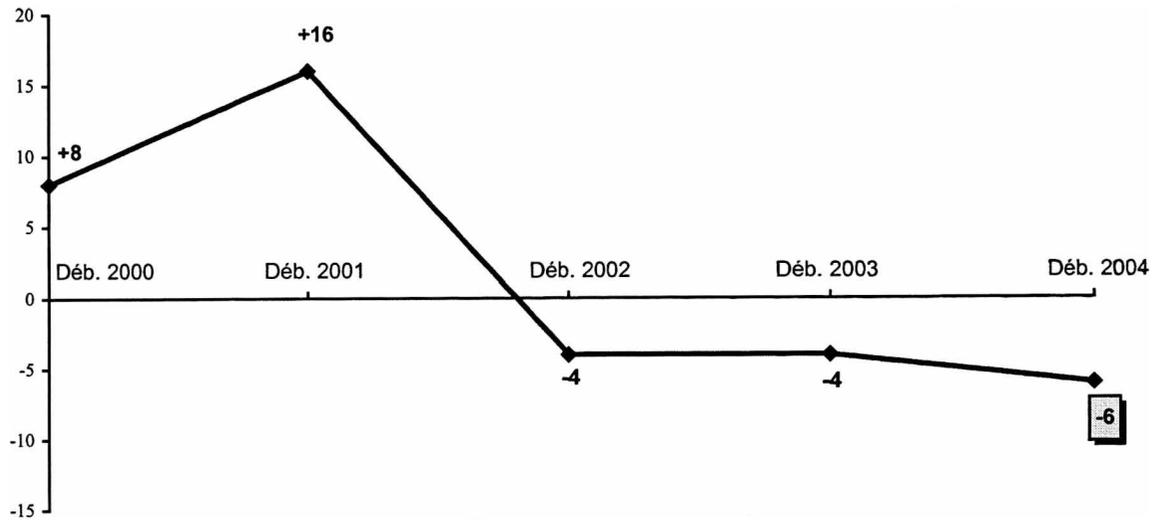
- Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Cette hypothèse de « **tassement de la consommation** » ne se retrouve d'ailleurs pas tant cette année dans les restrictions ressenties (58% cette année, contre 56% l'an dernier) que dans l'analyse des attitudes concernant **l'opportunité de faire actuellement des achats importants**. Cette question n'est disponible dans l'enquête que depuis le début 2000 (période relativement faste en matière de consommation), mais les réponses montrent bien la dégradation intervenue depuis (Graphique 12) : le nombre d'enquêtés estimant que la période est propice aux achats importants est maintenant **inférieure** de 6 points au nombre de ceux qui jugent la période défavorable. Le taux est devenu négatif au début 2002, et il l'est un peu plus cette année.

Graphique 12
L'indicateur d'appétence conjoncturelle aux gros achats (meubles, télé, voiture, ...) ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

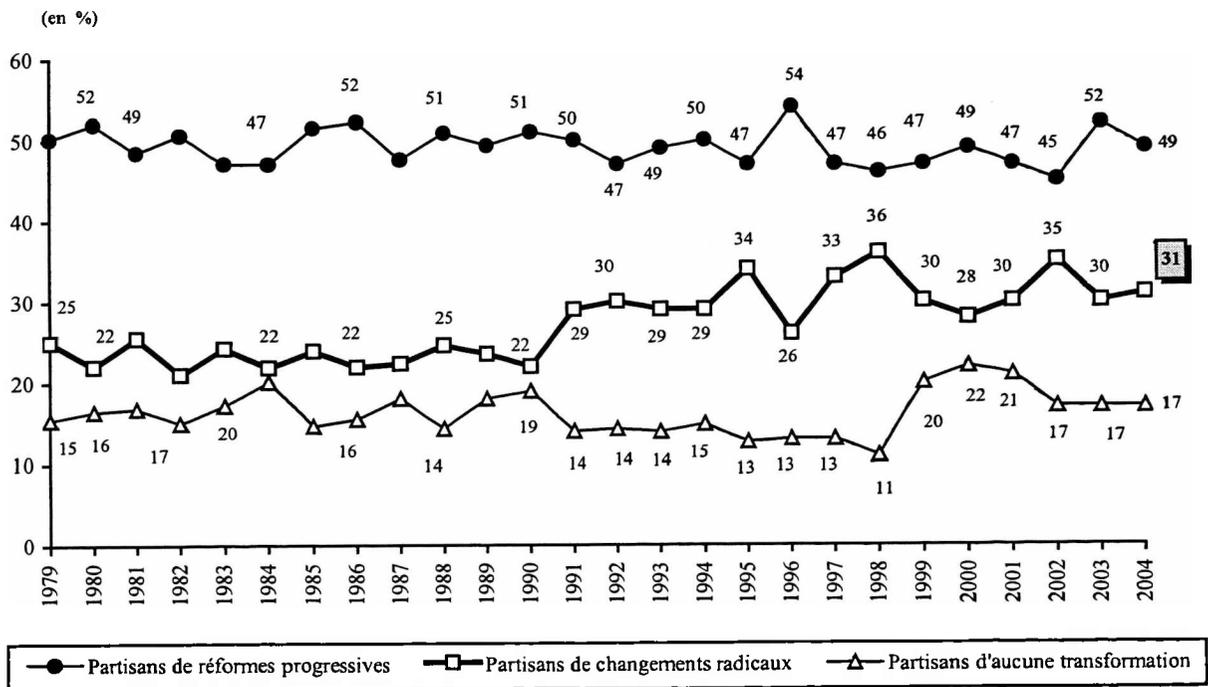
⁽¹⁾ Il s'agit du solde entre le pourcentage d'individus trouvant le moment propice pour faire des achats importants et le pourcentage de ceux trouvant le moment défavorable

4. La demande de réformes radicales reste élevée, signe de la présence de revendications plus ou moins catégorielles

Pouvait-on imaginer que le pessimisme collectif ambiant n'aurait pas d'impact sur les demandes de transformation profonde de la société ? Bien sûr que non : **le nombre de partisans de « réformes radicales » repart à la hausse**. L'ampleur de cette progression est cependant **très modeste** (+ 1 point cette année) : il est vrai qu'à 31%, la proportion de demandeurs de telles réformes est déjà d'un niveau très significatif.

Quoi qu'il en soit, le pourcentage atteint est heureusement loin des 35% révélés au début 2002 (Graphique 13).

Graphique 13
La demande de réformes « radicales » de la société remonte légèrement



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

En fait, cette hausse de « radicalité » n'a pas touché avec systématisme tous les groupes sociaux : chez certains, elle a été relativement importante ; chez d'autres au contraire, c'est plutôt à une accalmie revendicative que l'on assiste (Tableau 8) :

- * **La demande de réformes radicales a été, cette année, jusqu'à gagner 4 à 9 points dans quelques catégories visiblement insatisfaites de leur situation personnelle**, voire de certains choix gouvernementaux. On ne peut en effet qu'être frappé de trouver ici une bonne partie des groupes « très pessimistes » sur l'évolution de leur niveau de vie (*cf.* ci-dessus) : plus de 65 ans, travailleurs indépendants... On y recense aussi les salariés du secteur public. Il s'agit là pourtant de catégories habituellement « peu contestataires », même si on les avait vu subir une « poussée de fièvre » au début 2002. Le calme apparent de 2003 n'a donc été que de courte durée dans ces groupes, même si leur radicalisme est aujourd'hui bien moins exacerbé qu'il y a deux ans.

Cela n'empêche cependant pas de retrouver ici quelques catégories communément classées parmi les plus « revendicatives », tels que les ouvriers ou les titulaires de diplômes « intermédiaires ».

- * D'un autre côté, on note **un recul significatif** (de - 1 à - 6 points) de la « contestation radicale » chez les cadres moyens, les Franciliens, les 25-34 ans, les diplômés..., précisément les catégories dont le moral personnel est encore relativement satisfaisant.

Autrement dit, **la montée du radicalisme de cette année n'est rien d'autre que la traduction de quelques revendications catégorielles**, c'est-à-dire de revendications exprimées par des groupes à la fois marqués par les stigmates de la morosité ambiante et **inquiets de l'évolution de leurs propres revenus**.

Tableau 8
La progression de la demande de « réformes radicales » a surtout affecté les groupes les plus mécontents de l'évolution de leur propre situation

	Pourcentage de partisans de « réformes radicales » de la société			
	Début 2002	Début 2003	Début 2004	Evolution 2003-2004
Groupes où la demande de réformes radicales s'est le plus accrue cette année				
. Salarié du secteur public en CDI.....	36	21	30	+ 9
. Diplômé du bepc ou d'un diplôme technique inf. au bac....	39	32	38	+ 6
. 65 ans ou plus	39	24	30	+ 6
. Retraité	36	26	32	+ 6
. Réside dans une agglo. de 2 000 à 20 000 hab.	34	32	37	+ 5
. Travailleur indépendant	43	31	35	+ 4
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	40	33	35	+ 2
. Ouvrier.....	37	34	35	+ 1
Ensemble de la population	35	30	31	+ 1
Groupes où cette demande a reculé cette année				
. 25-34 ans	35	36	30	- 6
. Réside à Paris et dans l'agglo. parisienne	29	23	21	- 2
. Employé.....	38	34	32	- 2
. Diplômé du bac ou du supérieur	27	26	24	- 2
. Cadre moyen (profession intermédiaire)	27	28	27	- 1

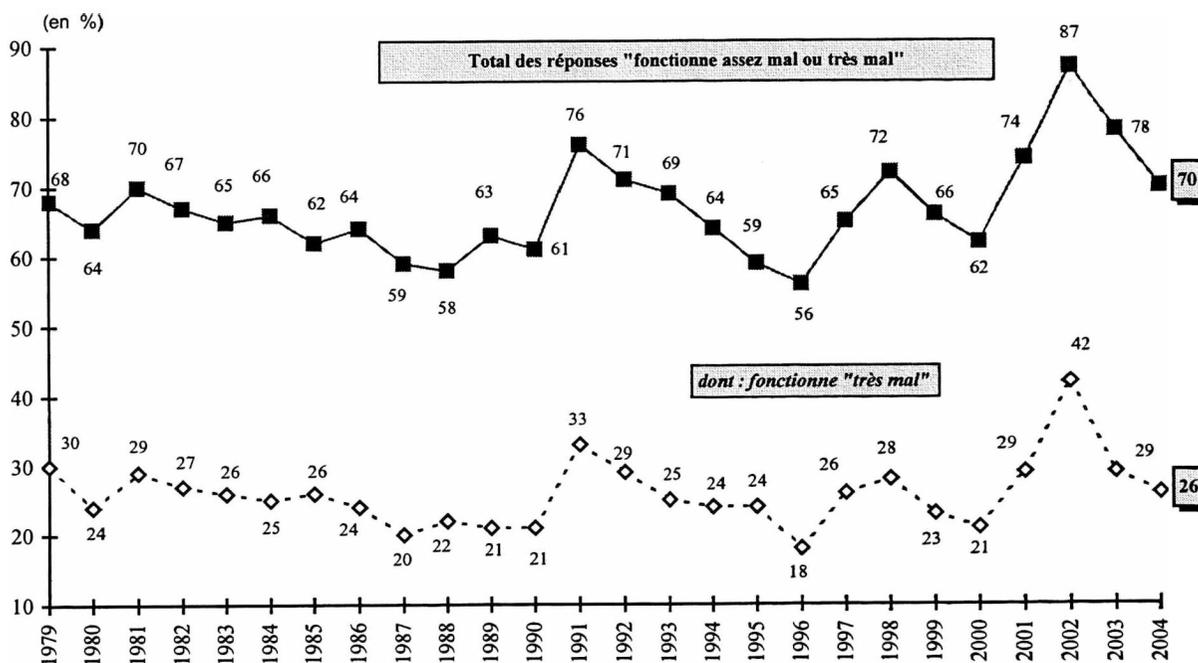
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

D'ailleurs, si le radicalisme n'est pas aussi exacerbé qu'en 2002, c'est parce qu'après le « sursaut » des élections présidentielles, les critiques sur les « dysfonctionnements » de certaines institutions ont commencé, puis ont continué à régresser. On en prendra pour preuve les opinions concernant **le fonctionnement de la justice**. Certes, 70% des Français jugent encore sévèrement cette institution (« elle fonctionne mal »). Mais le taux était de 87% il y a deux ans (- 8 points cette année, après les - 9 points de l'an passé) !

Les jugements les plus extrêmes (la justice fonctionne « très mal ») ont aussi reculé de 16 points en vingt-quatre mois, les critiques revenant quasiment à leur niveau « habituel » des années 92-97 (Graphique 14). Et ce repli a affecté **l'ensemble** du corps social, y compris, par exemple, les retraités (63% considèrent que la justice fonctionne mal, soit 11 points de moins en un an) ou les travailleurs indépendants (- 11 points également). Autrement dit, la montée de la demande de réformes radicales répond

davantage cette année à **des vellétés revendicatives ponctuelles** qu'à une insatisfaction institutionnelle généralisée.

Graphique 14
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France :
les critiques continuent à s'atténuer



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

D'ailleurs, alors qu'il y a deux ans, le radicalisme déclaré allait de pair avec une sérieuse dénonciation des dysfonctionnements de la justice, c'est beaucoup moins le cas aujourd'hui : en 2002, parmi les demandeurs de réformes radicales, plus de la moitié (59%) jugeaient « très mauvais » le fonctionnement de la justice. Le taux est retombé aujourd'hui à 38% (soit 21 points de moins) !

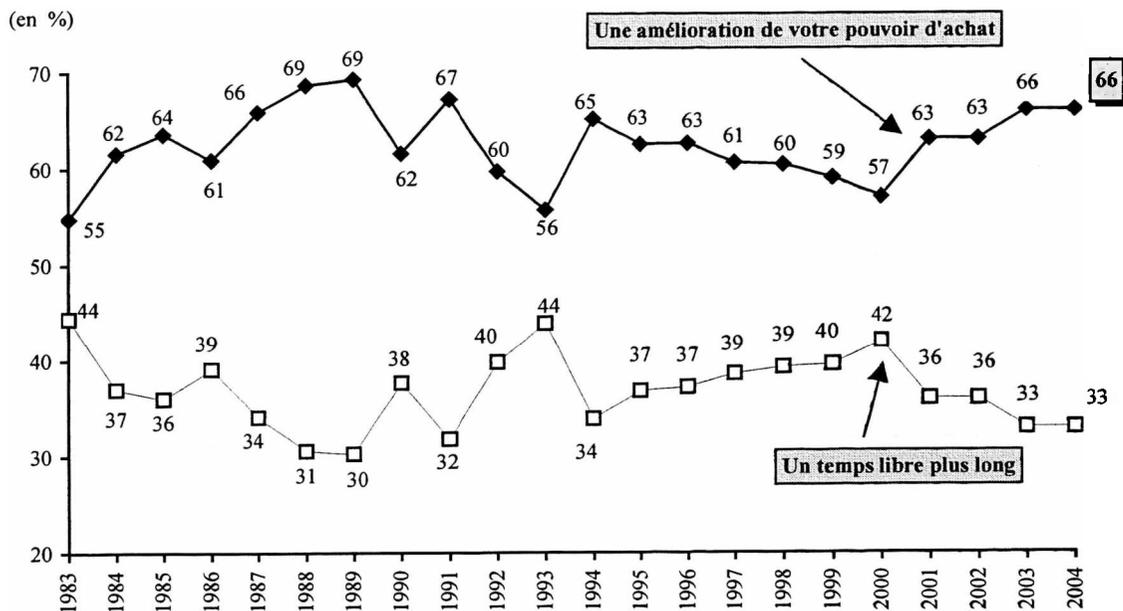
C'est cette même **vellété revendicative** de groupes insatisfaits de leurs revenus que l'on retrouve au graphique 15 : **les préférences envers une augmentation du pouvoir d'achat restent au niveau très élevé atteint l'an dernier**. Ainsi, 66% des actifs préféreraient aujourd'hui un tel accroissement plutôt qu'une augmentation de leur temps libre.

Bien sûr, c'est en grande partie **l'effet de la mise en place des 35 heures qu'on retrouve ici**⁴ : jamais, depuis dix ans, la demande de temps libre n'a été aussi faible que ces vingt-quatre derniers mois.

Les attentes, en terme de pouvoir d'achat, n'en sont que plus aiguës : le taux atteint les 78% chez les ouvriers (contre 66% en moyenne), les 77% chez les actifs non diplômés, les 74% chez les actifs disposant dans leur foyer de 915 à 2 287 €/mois (6 000 à 15 000 F) et les 72% chez les travailleurs en CDD.

Graphique 15
Quelle est votre préférence entre ... ?

- Question posée aux seuls actifs -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

La société française se caractérise donc aujourd'hui par un fort pessimisme collectif, mais sans critique institutionnelle systématique. Par contre, on voit apparaître des velléités revendicatives dans certains groupes particulièrement mécontents de leur situation personnelle. Ces exigences protestataires méritent grande attention, car elles pourraient sans peine prospérer, **se « nourrir » en quelque sorte de la démoralisation collective ambiante.**

⁴ Au début 2000, 37% des actifs disaient travailler moins de 39 heures par semaine. Le taux est passé à 50% au début 2001, 62% en janvier 2003 et 65% aujourd'hui.

5. Les Français continuent à s'interroger sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales, même si les critiques s'atténuent

Voilà maintenant plusieurs années que ce point figure dans notre « note de conjoncture », sans véritablement varier, sans profondément s'infléchir. Et si, cette année, nous y revenons, c'est bien parce que ce sujet restera au cœur des préoccupations des prochains mois : personne n'ignore que le chantier de l'assurance maladie est maintenant ouvert ; la réforme de l'assurance vieillesse a été réalisée ; et diverses refontes, différents aménagements ont été engagés ces derniers mois en matière d'assurance-chômage.

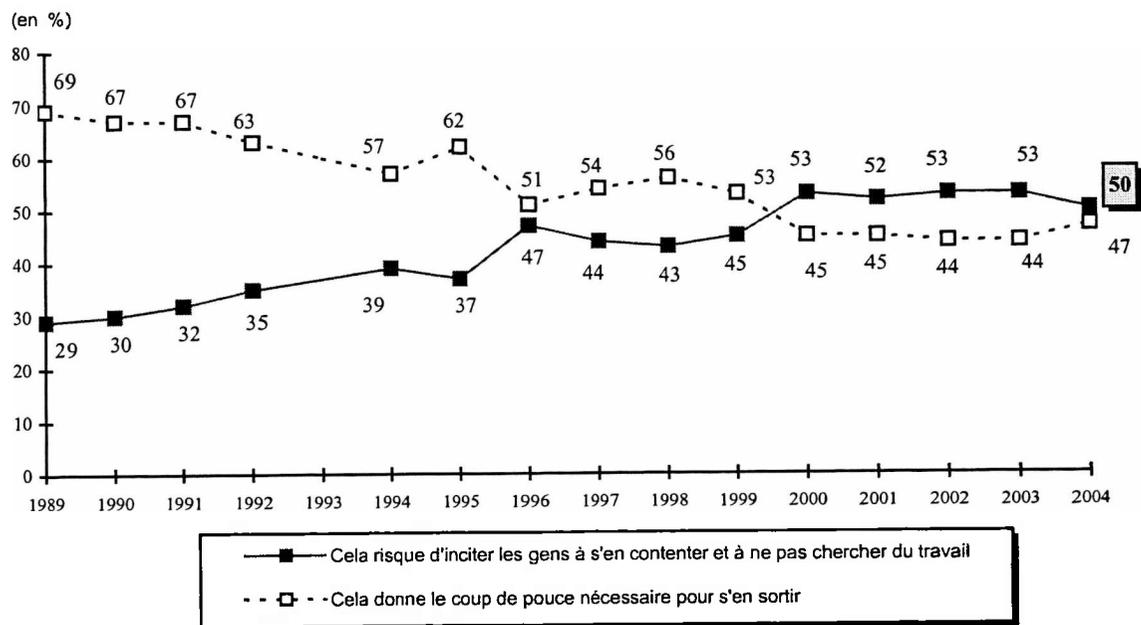
Or, les Français, malgré le changement du climat économique, malgré la montée du pessimisme sociétal et le maintien des jugements fatalistes sur l'évolution du chômage, ne semblent pas prêts à revenir sur leur appel à **une plus grande responsabilisation à l'égard des modalités de distribution des aides sociales** : en un mot, les appréhensions sur les risques, **désincitatifs au travail**, que la protection sociale pourrait générer ne reculent guère.

Certes, on observe cette année que certaines critiques sur la façon de verser les aides ont **légèrement reculé, ou ont cessé de progresser**. Mais cette inflexion n'est que légère et cela ne remet, semble-t-il, pas en cause **le mouvement de fond** apparu dès 1996-1997.

Signe de ce recul, 50% des Français estiment aujourd'hui que le RMI « risque d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher de travail » : le taux a régressé de 3 points cette année, ce qui n'est pas négligeable. Il reste que **la « courbe de la responsabilisation » est toujours au-dessus de « celle de la compassion »**. Et elle l'est depuis le début 2000 (Graphique 16).

La remontée des préoccupations relatives au « chômage » ou à « la pauvreté en France » (cf. ci-dessus) n'a donc que modérément infléchi les jugements.

Graphique 16
Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

En fait, à bien y regarder, il apparaît que l'infléchissement des opinions a été très marqué cette année **chez les diplômés, les Franciliens et les cadres** : les jugements sur les effets désincitatifs du RMI y ont très sensiblement reculé (- 7 à - 13 points, cf. Tableau 9). Est-ce dû au sentiment, encore présent dans ces groupes, de « bien s'en tirer personnellement » alors même que prévaut l'idée que la pauvreté est en progression ? C'est probablement en partie le cas, mais seulement en partie, puisqu'il apparaît plus ici un effet **culturel** qu'un effet « revenu » : les risques désincitatifs du RMI sont toujours « dénoncés », à 53%, par les bénéficiaires des plus hauts revenus.

De fait, on voit maintenant s'opposer, sur cette question, **deux groupes différents** :

- D'un côté, ceux qui dénoncent majoritairement « les risques du RMI ». On trouve là les non-diplômés ou les « peu diplômés », les gens âgés, les indépendants, les femmes au foyer et les habitants de petites communes. Dans ces groupes, les évolutions de cette année ne vont d'ailleurs pas toutes dans le sens de l'apaisement (Tableau 9).

- De l'autre, les groupes qui critiquent moins le RMI, y voyant plus de bienfaits que de risques (diplômés, Franciliens, cadres, mais aussi bas revenus).

Tableau 9
Le pourcentage d'individus considérant que « le RMI risque d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail »

- Evolution dans quelques groupes -

(en %)

	Début 2003	Début 2004	Evolution 2003-2004
Les groupes aujourd'hui les plus critiques vis-à-vis du RMI			
. Travailleur indépendant	64	61	- 3
. A 65 ans et plus	59	59	=
. Réside dans une agglo. de moins de 2 000 hab.	57	58	+ 1
. Réside dans une agglo. de 2 000 à 20 000 hab.	52	54	+ 2
. Femme au foyer	48	56	+ 8
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	58	55	- 3
. Dispose d'un diplômé intermédiaire (bepc ...).....	53	55	+ 2
. Dispose, dans son foyer, de plus de 2 287 €/mois (15 000 F.).....	55	53	- 2
. Femme	54	52	- 2
. Ouvrier	54	51	- 3
Ensemble de la population	53	50	- 3
Les groupes aujourd'hui les moins critiques vis-à-vis du RMI			
. Diplômé du bac ou du supérieur.....	48	41	- 7
. Réside à Paris et dans l'agglo. parisienne	50	37	- 13
. Dispose, dans son foyer, de moins de 915 €/mois (6 000 F)	46	36	- 10
. Cadre (moyen ou supérieur)	48	35	- 13

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Cette évolution, assez franche dans quelques groupes culturellement privilégiées, n'est-elle que conjoncturelle ? Est-elle l'amorce d'un changement futur de l'opinion ? Il est difficile d'y répondre déjà, mais force est de constater que sur les autres points relatifs à ce sujet, les inflexions ne sont pas aussi nettes.

Car, il faut rappeler que les « doutes » exprimés ici font surtout écho aux risques suscités par les prestations sociales en matière de désincitation au travail⁵. Or, sur toutes les questions laissant supposer que les aides sociales pourraient gêner la reprise d'une activité professionnelle, les jugements restent largement consensuels (Tableau 10) : 76% de la population (chiffre quasiment du même ordre depuis janvier 2000) estiment que les minima sociaux concurrencent les emplois les moins rémunérés. De même, 67% (2 points de moins cette année) estiment que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi.

De plus, le nombre d'enquêtés estimant que tous les chômeurs ne doivent pas être indemnisés continue à progresser : alors qu'il était de 24% en 1995, il est passé à 41% l'an dernier et à 45% aujourd'hui (+ 4 points en un an). Et ce taux s'est accru quasiment partout cette année, même chez les cadres (43%, + 1 point), chez les Franciliens (42%, + 5 points) et les diplômés (45%, + 3 points), c'est-à-dire les groupes ayant commencé à « reconsidérer » leurs jugements sur le RMI.

Tableau 10

Les interrogations sur les aides sociales concernent toujours le risque de « désincitation » au travail

	(en %)						
	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Début 2004
. Est d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire	Non posé	71	77	76	79	78	76
. Pense que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi	57	63	68	70	73	69	67
. Estime personnellement que tous les chômeurs ne doivent pas être indemnisés ⁶	28	32	36	38	42	41	45

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

D'ailleurs, la volonté de mieux contrôler l'utilisation des aides versées, afin qu'elles ne génèrent pas d'effets pervers, se maintient avec la même constance en ce qui concerne les prestations familiales : 64% des enquêtés (+ 1 point cette année) estiment préférable, pour mieux aider les familles, de leur fournir surtout des aides en nature, sous forme d'équipements et de services, plutôt que des versements en espèces

⁵ D'ailleurs, une nouvelle question insérée cette année montre que, pour 83% de la population, le RMI ne doit pas être un droit automatique sans contrepartie, mais qu'au contraire, on doit « demander au bénéficiaire une contrepartie sous forme d'efforts en matière d'insertion ou de recherche d'emploi ».

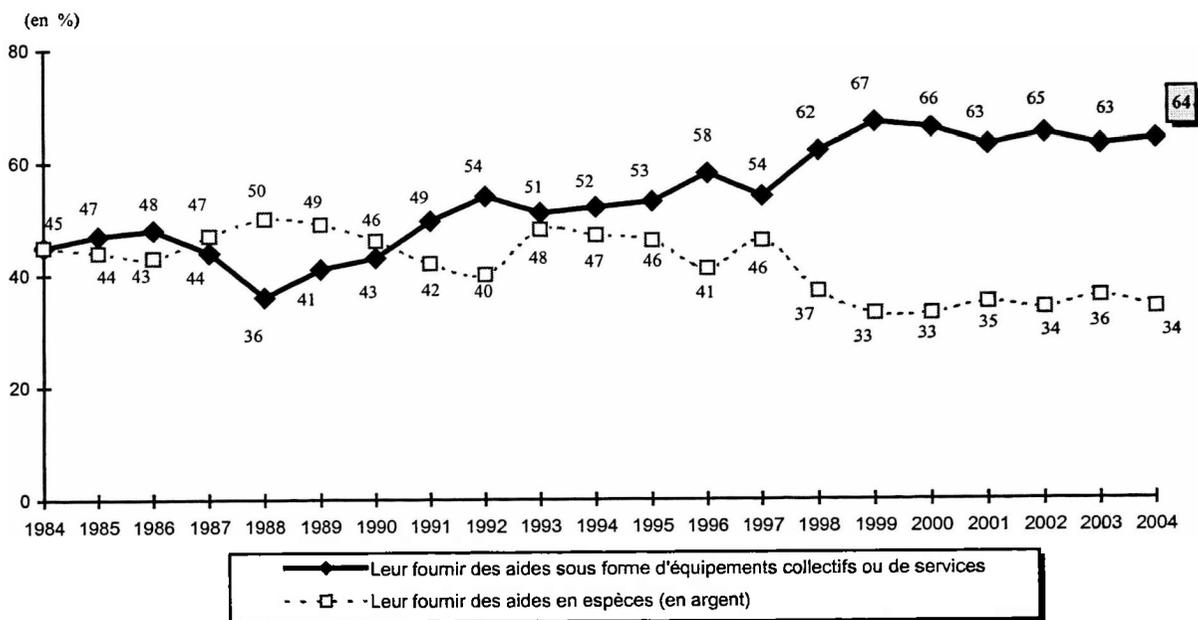
⁶ Le taux était de 24 % au début 1995.

(Graphique 17). Il y a là un désir affirmé, et même réitéré, de « contrôler » au mieux l'utilisation des prestations versées.

Et effectivement, cette année encore, 74% de la population estiment que les Caisses d'Allocations Familiales « ne contrôlent pas suffisamment les situations individuelles des allocataires ». Le taux est **strictement** le même depuis quatre ans.

Graphique 17
Des aides en nature avant tout

Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour mieux aider les familles ?

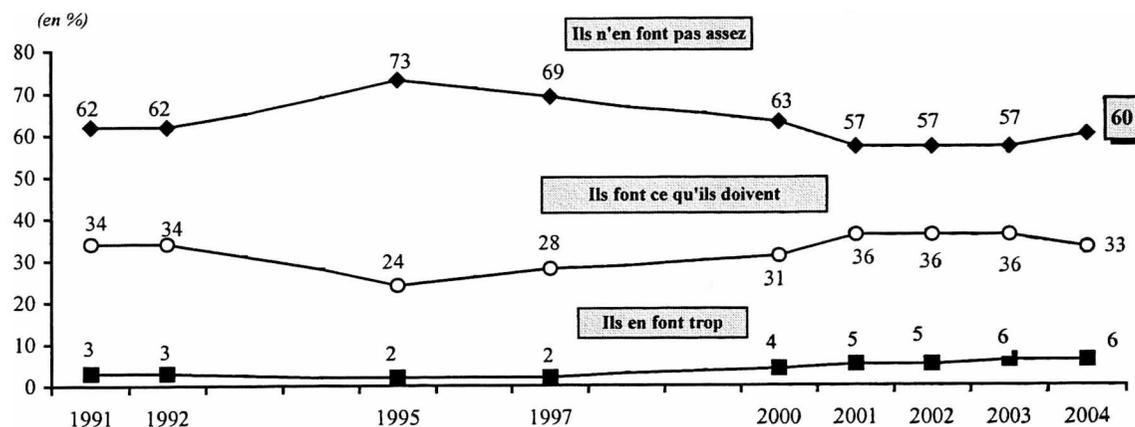


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Bien sûr, il faut rappeler avec force que, comme c'était le cas les années précédentes, les interrogations émises ici par les Français ne portent pas sur l'opportunité du soutien aux plus démunis, mais **sur l'efficacité de cette aide**. On en prendra pour preuve que 60% de la population estiment que les pouvoirs publics **ne font pas assez pour les plus démunis**. Ce taux s'est même accru de 3 points cette année (Graphique 18). **La nécessité des actions envers les plus démunis n'est donc pas remise en cause.**

D'ailleurs, 60% des enquêtés portent toujours un regard « compatissant » sur les plus pauvres, estimant que ces personnes sont dans cette situation, non parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir, mais parce qu'elles n'ont pas eu de chance (le taux a cependant reculé de 2 points cette année).

Graphique 18
Estimez-vous que les pouvoirs publics font ce qu'ils doivent
ou ne font pas assez pour les plus démunis ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Autrement dit, les demandes des Français concernant les aides sociales visent avant tout la nécessité de mieux **responsabiliser** les bénéficiaires, en cherchant à améliorer leur capacité de réinsertion, et non à critiquer l'ampleur des actions de solidarité menées au profit des plus démunis.

D'ailleurs, les choix des enquêtés sur les aides à augmenter en priorité traduisent un **désir de « meilleure répartition » des prestations sociales**, en favorisant, peut-être moins qu'il y a quelques années, les dépenses risquant de désinciter à la reprise d'un emploi. Les changements intervenus en cinq ans sont, sur ce sujet, assez **spectaculaires** (Tableau 11) :

* **Le désappointement des Français à l'égard de la réforme des retraites est patent** : 28% de la population estiment que « les prestations vieillesse » sont aujourd'hui **les prestations à augmenter en priorité**. Il y a cinq ans, les retraites n'occupaient que la troisième place du palmarès, avec 12 points de moins !

Cette montée des attentes à l'égard des prestations vieillesse a touché **tous les groupes sociaux sans exception**. Mais elle a affecté surtout les plus de 65 ans (49% les désignent, + 20 points en cinq ans) et les travailleurs indépendants (45%, + 30 points !). On trouve donc ici une des principales explications du mécontentement actuel de ces populations (*cf.* ci-dessus).

Tableau 11
Si parmi les prestations sociales suivantes, l'on devait, aujourd'hui,
en augmenter une au détriment d'une autre,
laquelle augmenteriez-vous en priorité ?

(Classés par ordre décroissant des réponses de 2004)	Début 1992	Début 1995	Début 1997	Début 1999	Début 2004	Evolution 1999-2004
. Prestations vieillesse, retraites	21	18	13	16	28	+ 12
. Prestations familiales.....	26	21	26	19	22	+ 3
. Revenu Minimum d'Insertion	13	17	19	18	14	- 4
. Pensions d'invalidité ou d'handicap	9	8	5	8	10	+ 2
. Prestations chômage	8	14	14	15	9	- 6
. Prestations de logement	7	8	10	8	8	=
. Remboursements maladie de la Sécurité Sociale	13	11	8	9	6	- 3
. Ne sait pas	4	4	4	7	3	
Total	100	100	100	100	100	

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

- * La demande sensiblement accrue à l'égard des retraites s'est faite précisément **au détriment des prestations-chômage** (9% seulement les classent en tête des aides à augmenter en priorité, - 6 points en cinq ans) **et du RMI** (14%, - 4 points). C'est-à-dire des deux types de prestations précisément les plus susceptibles d'éventuels effets déresponsabilisants. On observera en particulier que le recul de 6 points des prestations-chômage est intervenu alors même que la durée du versement des prestations aux chômeurs en fin de droits a été récemment revue à la baisse. Même chez les ouvriers et les bas revenus, la citation des prestations-chômage a d'ailleurs fortement reculé (- 10 points chez les ouvriers, - 9 chez les bas revenus).
- * Enfin, on remarquera que **les remboursements maladie** occupent maintenant la dernière place du palmarès des aides à augmenter prioritairement (6%, 3 points de moins qu'en 1999), signe que les Français sont, sinon prêts aux réformes, du moins ont conscience de la nécessité de ne pas accroître ce poste budgétaire.

Autrement dit, malgré le pessimisme collectif exacerbé de ce début 2004, les Français semblent toujours, en matière sociale, vouloir davantage **responsabiliser** les bénéficiaires des politiques menées. Et peut-être d'autant plus qu'ils n'ont toujours pas tout à fait « digéré » – il faut bien le constater – la réforme des retraites. Et cela fait probablement partie, entre autres causes, de ce qu'on a appelé la morosité collective ambiante.

6. Les Français affichent des signes d'une « nouvelle modernité »

Peut-être ce dernier élément paraîtra-t-il au lecteur quelque peu **paradoxal** ? Mais, en même temps que, depuis deux ans, on voit monter une profonde morosité collective, une sorte de « repliement frileux » face à l'avenir, apparaissent quelques signes tangibles de ce qu'on appellera « **une modernité renouvelée** », même si elle est balbutiante, encore « **timide** ». Timide, car on n'enregistre pas vraiment ici de profonds bouleversements, mais plutôt **un faisceau d'éléments convergents** qui prennent toute leur valeur situés en perspective, pour ce qu'ils portent en germe.

Le corps social apparaît donc aujourd'hui « tirailé » entre « modernité montante » et « pessimisme collectif ». C'est d'ailleurs pour cela que dans « *l'Espace des opinions* » (voir ci-après), le niveau de modernité de la population, même s'il reste élevé, ne semble plus progresser : **le modernisme s'accroît, en même temps que, dans quelques groupes précis de la population, la confiance dans l'avenir s'étiole**. Ces deux mouvements, aujourd'hui, cohabitent et parfois se neutralisent.

Quoi qu'il en soit, cette modernité nouvelle transparait dans **trois éléments** : celui d'une progression du modernisme **en matière de mœurs**, celui d'un début de réconciliation avec **l'innovation**, celui d'un recul des préventions à l'égard de **l'informatique**.

- **La montée du modernisme en matière de mœurs** est, bien entendu, un mouvement relativement lent, qui s'est engagé depuis plusieurs dizaines d'années. Mais cette progression a été ces derniers mois d'autant plus significative qu'elle a concerné **chacun** des trois sujets révélateurs, dans notre enquête, des attitudes concernant les mœurs : le travail des femmes, le mariage, la famille.

Premier élément saillant : en quelques vingt-six ans, l'idée que les femmes peuvent travailler quand elles le désirent est devenue largement majoritaire dans le pays (61% aujourd'hui, contre 29% en 1979). **Le taux n'avait cependant jamais été aussi élevé que ces trois dernières années** (Graphique 19).

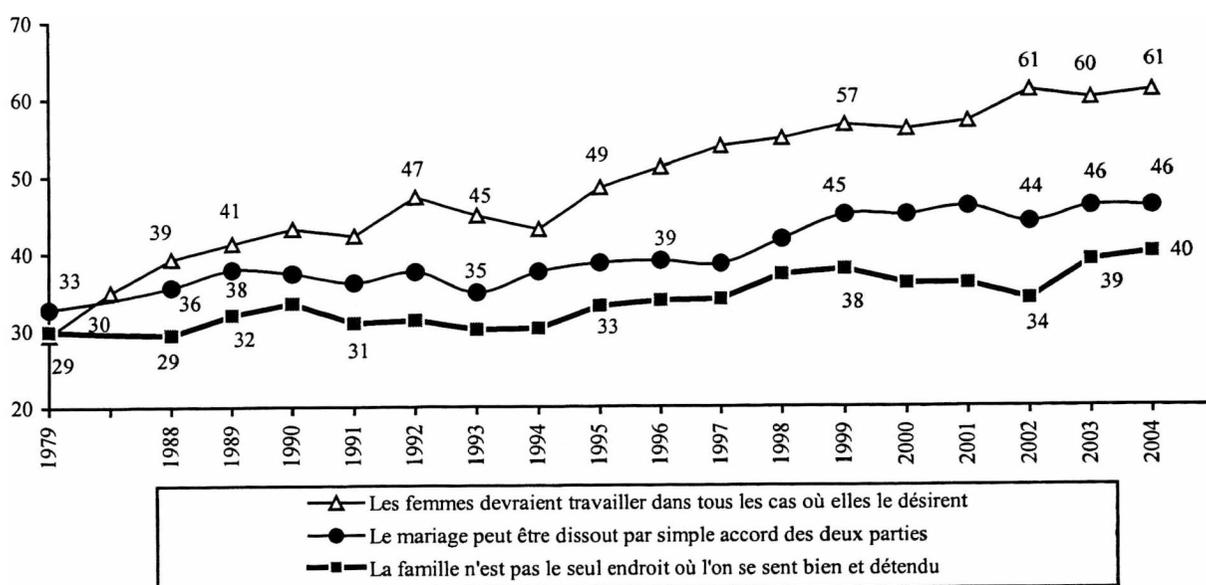
La conception du mariage vu comme « une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties » retrouve aussi, en ce début 2004, son niveau le plus haut depuis 1979 (46%, Graphique 19). Ce qui ne signifie d'ailleurs pas que l'acte de se marier ne correspond pas à un « engagement profond » (la conception du « mariage-

engagement profond » est celle de 56% de la population). Autrement dit, **c'est la difficulté institutionnelle à mettre fin au mariage qui est critiquée, et non la profondeur des liens qui lui sont associés.**

Enfin, si l'attachement des Français à la cellule familiale reste majoritaire (60% pensent que la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu »), force est de constater que 40% estiment qu'il y a une vie hors de la cellule familiale. C'est le taux le plus haut depuis la création de notre système d'enquêtes.

Graphique 19
Le modernisme en matière de mœurs continue à progresser ⁽¹⁾

(% d'individus acceptant les propositions citées)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

⁽¹⁾ Pour des raisons de lisibilité, nous n'avons pas fait figurer ici les évolutions 1980-1987.

De fait, le pourcentage de « modernistes »⁷ dépasse cette année les 19% pour la première fois depuis 1979. Le taux était de 11% au début de la période, de 16% en 1998 et de 18% en 2001-2002.

Notons que cette croissance du modernisme en matière de mœurs a affecté, ces trois dernières années, à la fois des groupes déjà habitués à une certaine « modernité » (jeunes, Franciliens, diplômés ...), mais aussi des catégories « moyennes » ou

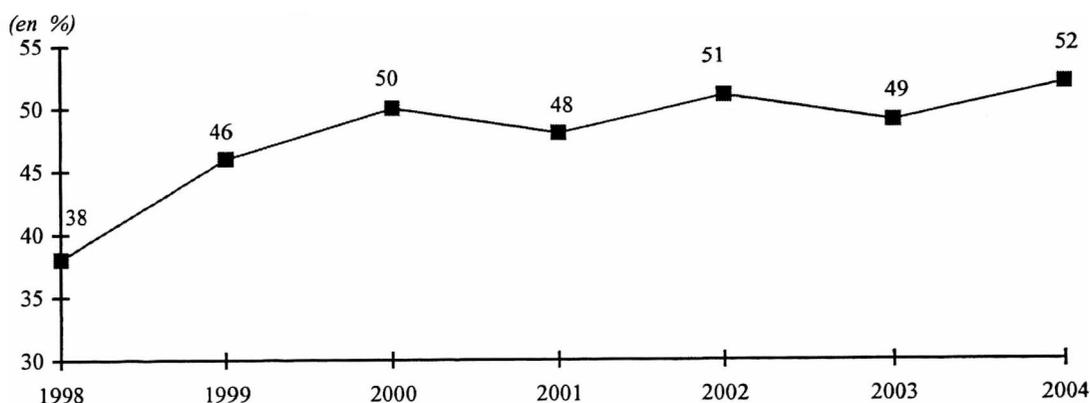
⁷ Nous qualifions de « modernistes » en matière de mœurs les individus qui, à la fois, refusent de considérer la famille comme le seul endroit où l'on se sent bien, qui prônent la dissolution du mariage par simple accord des deux parties et qui optent pour le droit des femmes à exercer sans restrictions une activité professionnelle.

« intermédiaires », pas trop coutumières du fait (employés, ouvriers ou 50-64 ans par exemple).

- **Le deuxième élément notable concerne la montée de l'attraction envers les produits technologiquement innovants.** Car la hausse spectaculaire du début 1999 avait été suivie d'une pause « hésitante », non sans lien avec l'éclatement de la bulle spéculative concernant les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Certes, le gain de cette année reste modeste (+ 3 points, cf. Graphique 20), mais jamais depuis 1998, **le taux n'avait été aussi haut** : 52% des Français se disent maintenant « très ou assez » attirés par les produits comportant une innovation. Cette attraction s'est d'ailleurs amplifiée cette année dans presque **tous les groupes sociaux**, y compris ceux qui étaient les plus en retard (+ 6 points chez les plus de 50 ans, par exemple).

Graphique 20
Le pourcentage d'individus se déclarant attirés par les produits comportant une innovation technologique



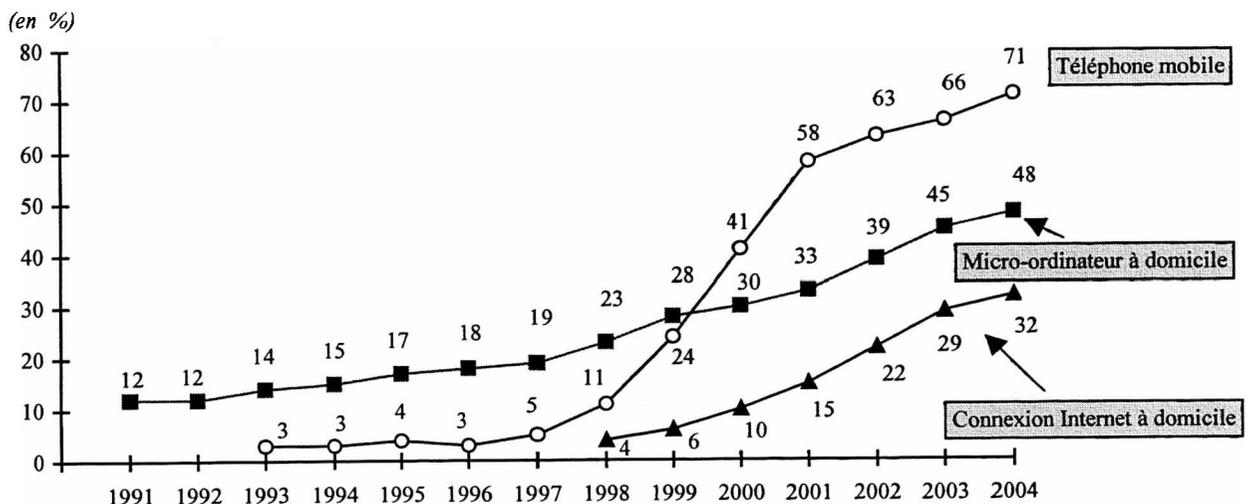
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Cette évolution n'est évidemment pas sans rapport avec la diffusion **spectaculaire** des produits de communication de haute technologie, observée dans notre pays ces dernières années (Graphique 21) : le taux de pénétration **du téléphone mobile** est maintenant de 71%, alors qu'il n'était encore que de 41% il y a quatre ans. Presque la moitié de la population (48%) disposent, par ailleurs, **d'un micro-ordinateur à domicile** (20 points gagnés en cinq ans !). Et même un tiers (32%) des Français

possèdent aujourd'hui **une connexion Internet à domicile** (multiplication par trois en quatre ans).

La pratique de ces produits, la rapidité de leur diffusion et l'attrait considérable qu'ils paraissent encore exercer jouent probablement un rôle moteur dans les changements de mentalités qui semblent à l'œuvre dans le pays : par exemple, 41% des ouvriers (+ 4 points cette année) et 50% (+ 12 points) des titulaires de revenus moyens, compris entre 1 524 et 2 287 €/mois (10 000 à 15 000 F), disposent maintenant d'un micro-ordinateur à domicile⁸.

Graphique 21
La diffusion des produits de nouvelles technologies se poursuit à vive allure
- Taux de possession -

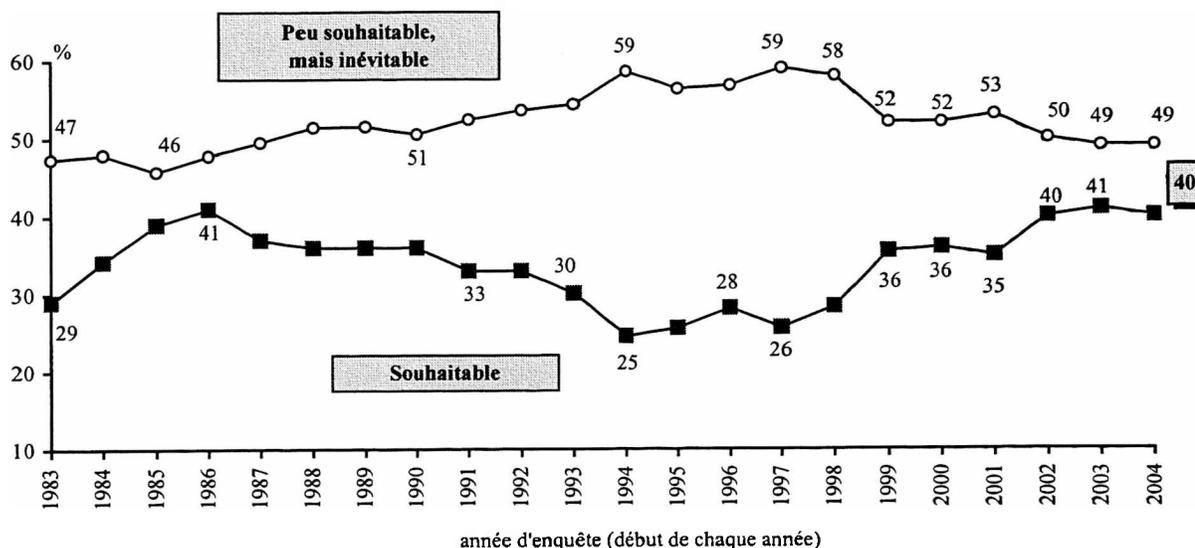


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

- Enfin, probablement portées par l'essor des NTIC, **les attitudes concernant la diffusion de l'informatique** paraissent, depuis deux-trois ans, moins marquées par le fatalisme. Certes, 49% de la population pensent encore que cette diffusion est « peu souhaitable, mais inévitable ». Mais depuis 2002, 40-41% des Français disent souhaiter un développement de l'informatique. Ce niveau n'avait jamais été atteint depuis 1986 (Graphique 22).

⁸ Le taux atteint les 88% chez les cadres supérieurs.

Graphique 22
Un début de réconciliation avec l'informatique
 - Considère la diffusion de l'informatique⁹ ...-



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

D'ailleurs, les jugements relatifs **aux retombées des découvertes scientifiques** se sont eux aussi infléchis : 30% des Français estiment que les découvertes scientifiques améliorent « beaucoup » la vie quotidienne (+ 7 points en un an). Même si, sur ce point, la « prudence » de nos concitoyens reste largement dominante, puisque 58% estiment que ces découvertes n'améliorent qu'« un peu » le quotidien.

Quoi qu'il en soit, sur tous ces sujets, force est de constater que la « modernité » s'est largement accrue ces douze derniers mois. Bien sûr, elle a continué sa progression chez les jeunes, les Franciliens et les cadres, mais le plus significatif est que **cette montée de modernisme a affecté certains groupes jusque-là plus difficiles à convaincre** : c'est par exemple le cas, on l'a dit, **des ouvriers ou des titulaires de revenus moyens** (Tableau 12). C'est aussi celui des **50-64 ans**, pourtant aujourd'hui fortement marqués par la morosité collective ambiante.

⁹ Le libellé de la question est : « Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution : 1. Comme une chose souhaitable, 2. Comme une chose peu souhaitable, 3. Comme une chose regrettable et dangereuse ». La modalité 3 a recueilli 9% des suffrages au début 2004, contre 22% en 1983.

Tableau 12
**La poussée de « modernité » se retrouve également dans des groupes « intermédiaires »,
 pourtant sensibles à la morosité ambiante**

- Situation en 2004 et, entre parenthèses, évolution 2003-2004 -

(en %)

Pourcentage d'individus :	Ensemble de la population	Dont :		
		Ouvrier	50-64 ans	Dispose, dans son foyer, de revenus « moyens » ⁽¹⁾
. Possesseurs d'un téléphone mobile	71 (+5)	80 (+6)	68 (+12)	76 (+5)
. Possesseurs d'un micro-ordinateur à domicile	48 (+3)	41 (+4)	47 (+5)	50 (+12)
. Possesseurs d'une connexion Internet à domicile	32 (+3)	22 (+1)	34 (+7)	25 (+3)
. Attirés par les produits technologiquement innovants	52 (+3)	59 (+4)	46 (+7)	54 (+9)
. Considérant « souhaitable » le développement de l'informatique	40 (-1)	40 (+2)	37 (+2)	37 (+2)
. Estimant que les découvertes scientifiques améliorent « beaucoup » le quotidien	30 (+7)	27 (+9)	27 (+5)	31 (+10)

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

⁽¹⁾ Compris entre 1 524 et 2 287 €/mois (10 000 à 15 000 F).

En un mot, les signes d'évolution vers une certaine modernité, une moindre « frilosité sociétale », sont bien présents. Mais on peut se demander si le découragement collectif actuel ne risque pas d'étouffer, d'éteindre, ces quelques lueurs d'espoir encore présentes dans bien des franges de la société.

En guise de conclusion

Voilà donc le climat de ce début 2004 : **le pessimisme collectif**, comme une marée noire indomptée, lourde et pesante, progresse, envahit presque les esprits, **masquant les quelques espoirs individuels**, certes de plus en plus localisés, mais pourtant encore présents.

Il est vrai que mois après mois, **les inquiétudes** continuent, avec une constance désarmante, à étreindre un corps social confronté à un malaise presque existentiel : les peurs sont toujours là, sourdes, toujours renouvelées, toujours plus aiguës, alors même que la guerre n'est apparemment plus à nos portes. Et il serait bien présomptueux de croire qu'elles pourraient reculer : l'opinion sent bien **l'omniprésence des dangers** et sent bien en même temps qu'il lui faudra s'y habituer...

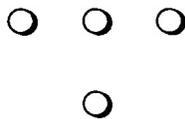
Quant aux pronostics sur l'évolution **du chômage**, ils alimentent les doutes sur la capacité du pays, la capacité « des autres », à s'en sortir : ce que, l'an dernier, nous avons appelé une sorte de « repli désenchanté » a fait place à un certain fatalisme, à un **abattement apeuré**. Comme si on ne voulait voir, dans le balancement incertain de la conjoncture, que ses **potentialités négatives** : plus des deux tiers de la population pensent que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade. D'ailleurs, le mécontentement en matière de retraites, les critiques sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales contribuent eux aussi à alimenter, à ressasser la résignation. Voilà bien cinq ou six ans que nous n'avons pas été confrontés à un tel pessimisme **galopant**. En un mot, **le pays est mal dans sa peau**.

Pourtant, à bien y regarder, derrière l'amoncellement apparent des nuages gris-noir, **des signes d'espérance** – nous n'osons plus dire d'espoir – sont encore présents. Certes, le moral **personnel** des ménages s'effrite lui aussi. Mais même si, dans quelques catégories inquiètes de l'évolution de leurs propres revenus, on voit apparaître quelques **vellétés revendicatives** marquées, les appréciations sur les situations individuelles restent globalement d'un niveau très acceptable – et parfois même très confiantes –. L'effritement observé au niveau individuel est, en tout état de cause, sans commune mesure avec **la crise de confiance collective**, le découragement, presque l'accablement, qui semblent affecter aujourd'hui une bonne partie des esprits.

L'apparente progression d'une certaine **modernité** (en matière de mœurs, de produits innovants...) est elle-même le signe de l'existence, de la présence de **potentialités** nouvelles, de possibles changements d'opinions. En fait, dans la France troublée de ce début 2004, **nos concitoyens croient plus en leur avenir personnel qu'en leur avenir collectif** : le plus frappant de la situation actuelle est cet écart, **ce fossé** existant entre l'appréciation que chacun porte **individuellement** sur sa propre situation et celle qu'il affiche sur les difficultés dans lesquelles il juge que **toute la société** est plongée. **Ce décalage**, quand il s'accroît, est un « **accélérateur de doutes** », un « **multiplicateur d'anxiété** », et il devient alors, on l'a vu dans le passé, source d'une déprimante **paralysie**, notamment en matière de consommation.

Dans ce contexte, il n'y a guère d'hésitations : le pays a un besoin profond, essentiel, **celui de retrouver confiance**. Même si le retour de la confiance va bien sûr intimement dépendre de la réussite des efforts déployés contre le chômage, le pays attend d'abord **un projet, une raison collective de croire en l'avenir**.

Car, c'est clairement le pessimisme collectif qu'il faut aujourd'hui contrecarrer, **terrasser** et tenter d'annihiler. Sans recul de ce pessimisme, sans **sursaut**, la crise est probablement au bout du chemin. Par contre, surmonter ce pessimisme, c'est permettre à ces quelques germes d'espoir, présents ici et là, mais encore en terre, de reflourir lentement.



**Une visualisation de l'état de l'opinion
au début 2004**

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2004

Réalisée depuis vingt-six ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables sont, chaque année, sélectionnées pour définir ce que l'on peut appeler « **l'espace général des opinions des Français** »¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'espace général des opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- * La trajectoire suivie dans cet espace par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2004.
- * La façon dont les différents **groupes socio-démographiques** se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, et surtout ces quatre dernières années.

Cette visualisation met en évidence **un double constat** :

- **Le début 2004 se caractérise par la poursuite du mouvement vers l'insatisfaction, engagé depuis maintenant trois ans.** Le point 2004 figure

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des quatre dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 69 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998.

cependant **toujours du côté du « contentement »** dans « l'Espace des Opinions », même s'il n'est plus loin de la « frontière ».

On aurait presque pu s'attendre, compte tenu des éléments avancés dans la première partie, à une progression encore plus conséquente du mécontentement global. Mais le point 2004 est un point « **moyen** » masquant quelques inflexions, parfois contradictoires, parfois non parallèles : la montée du pessimisme **collectif** ne s'est pas accompagnée d'une dégradation de même ordre des jugements concernant les conditions de vie **personnelles**. Quelques critiques fortes se sont, d'autre part, nettement atténuées (par exemple, l'idée que la justice fonctionne « mal » a perdu 8 points cette année). Enfin, on observe aussi, parallèlement, un recul des différents symptômes de petite morbidité, signe encore une fois que **le mécontentement est aujourd'hui plus collectif qu'individuel...** Il faut également rappeler que l'indicateur d'inquiétudes n'entre pas historiquement dans les variables retenues pour élaborer l'Espace des Opinions³.

Ce point moyen 2004 masque, par ailleurs, **la forte fragmentation** qui subsiste entre les différentes catégories sociales, notamment en ce qui concerne les jugements sur **les situations financières personnelles** (cf. ci-dessus).

Il reste que depuis 2001, l'avancée vers l'insatisfaction n'a cessé de se poursuivre. Cette progression a été particulièrement sensible cette année chez les employés, les femmes au foyer, les fonctionnaires, les 50-64 ans et les habitants de petites communes.

- D'autre part, le « **modernisme** » des Français **repart globalement à la hausse** ou, disons, retrouve le niveau très élevé qui avait été le sien en 2001 et 2002. Cette progression de la modernité a concerné, on l'a dit, aussi bien les attitudes relatives aux mœurs qu'à l'innovation ou aux retombées du progrès scientifique. **La plupart des groupes sociaux ont été touchés par ce mouvement**, mais surtout les habitants de Paris et de l'agglomération parisienne, les titulaires de revenus « moyens-hauts » et les travailleurs indépendants.

En fait, les variations intervenues sur cette dimension sont, cette année, aussi importantes que celles apparues sur l'axe de « satisfaction/insatisfaction ».

³ Les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2004)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »⁴.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

⁴ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 52 000 individus (vingt-six vagues d'enquêtes).

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

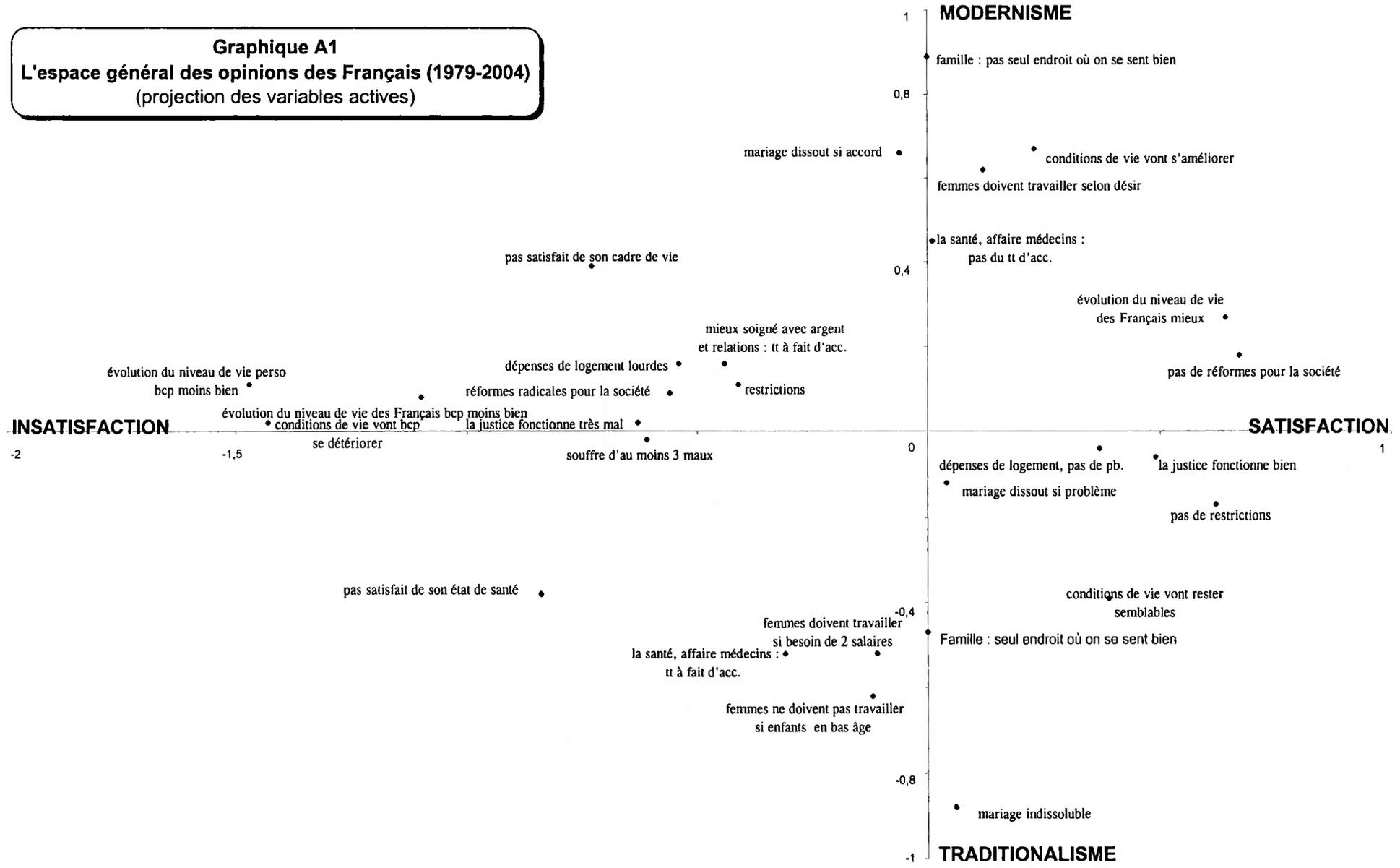
Le **deuxième axe**, dont le contenu se résumait, jusqu'à ces dernières années, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent ici les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une confiance certaine envers l'avenir, **exerce davantage d'influence depuis cinq ans. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc d'une confiance plus accentuée envers le futur, d'une foi en l'avenir.** C'est aussi pour cela que la progression vers le Nord du Graphique aurait pu être plus élevée cette année : dans quelques groupes, la progression vers le modernisme cohabite avec une moindre confiance personnelle en l'avenir.

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire.

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2004)
 (projection des variables actives)



2. L'évolution, sur vingt-six ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 2004

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2004), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**.

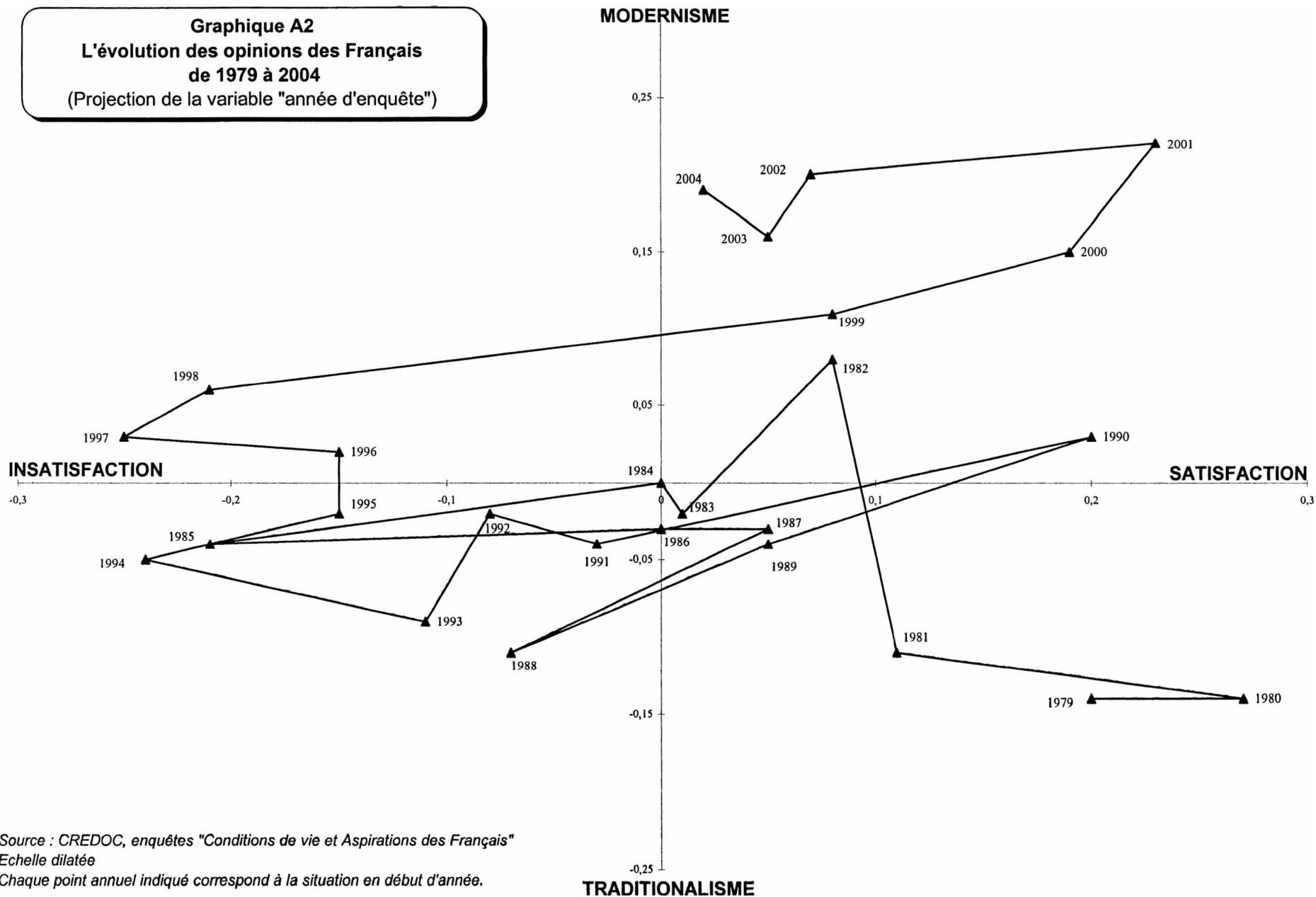
Nous avons déjà repéré **neuf grandes phases** sur l'ensemble de la période⁵. Peut-être peut-on se contenter de porter notre attention, cette année, sur les deux dernières grandes étapes :

- **De 1998 à 2001**, la diminution considérable du mal-être des Français les a conduits à traverser de part en part « l'Espace des Opinions » ; au début 2001, ils étaient revenus dans la partie Nord de la zone du **contentement**, celle qui est teintée d'un fort modernisme.
- **Depuis 2001**, nous sommes entrés dans une nouvelle phase, caractérisée par **une progression continue de l'insatisfaction**. Le point 2004 se situe assez près de la « frontière » qui sépare le **contentement de l'insatisfaction, mais celle-ci n'a heureusement pas été franchie**. Ce sont essentiellement les jugements concernant les situations individuelles et l'amélioration des opinions sur le fonctionnement de la justice qui ont empêché la courbe de passer la « ligne fatidique ». Le point 2004 est cependant un point « moyen » qui masque de profondes différences catégorielles.

La progression dans le degré de modernité a, quant à elle, touché presque tous les groupes socio-démographiques. Celle-ci aurait cependant été encore plus forte si certaines catégories n'avaient pas été affectées par une sérieuse baisse de leur confiance en l'avenir.

⁵ Voir la note de conjoncture d'il y a deux ans.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français
de 1979 à 2004
 (Projection de la variable "année d'enquête")

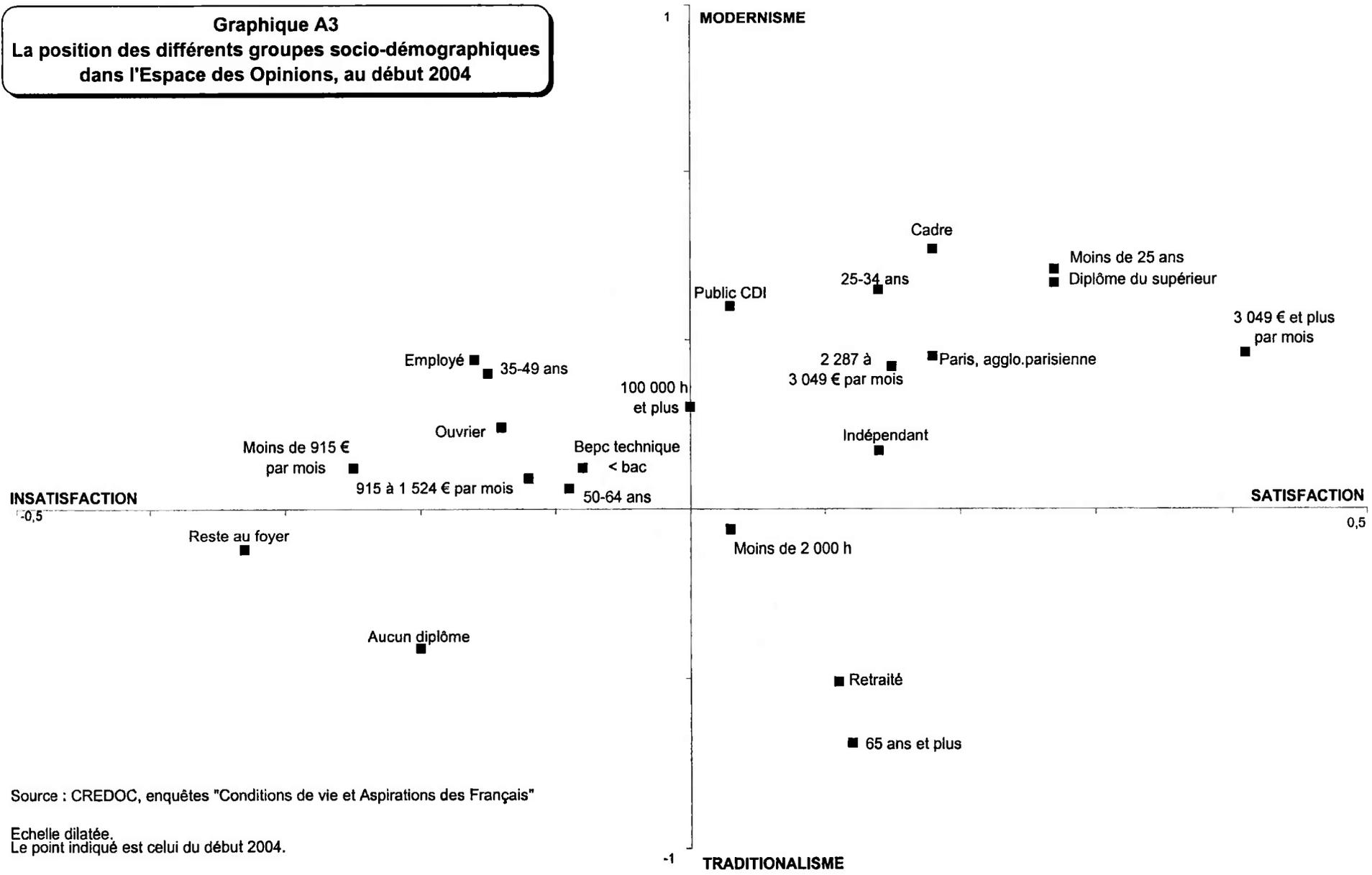


Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Echelle dilatée
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

Quoi qu'il en soit, si le « **point moyen 2004** » se situe au Nord du Graphique et presque sur l'axe vertical, les différents groupes socio-démographiques occupent évidemment des positions très différentes dans l'Espace. Si l'on ne retient que la situation de ce début 2004, on observe (Graphique A3) que :

- * Les groupes « favorisés » se projettent dans la « **zone Nord-Est** » de l'Espace, celle où l'on est **satisfait et moderniste**. Les jeunes, les Franciliens, les diplômés et les salariés du secteur public en CDI y figurent.
- * La zone « **Nord-Ouest** » de l'Espace est celle des « **modernistes insatisfaits** » : employés, ouvriers et 50-64 ans y ont leur place. Mais aussi les plus bas revenus.
- * Le **cadran « Sud-Ouest »** est celui des « **traditionalistes insatisfaits** ». Les femmes au foyer, groupe aujourd'hui le plus mécontent de la société française, y côtoient les non-diplômés.
- * Le **cadran « Sud-Est »** est celui des « **traditionalistes satisfaits** », zone investie aujourd'hui par les retraités, les plus de 65 ans et les ruraux : leur mécontentement sociétal et leur forte insatisfaction concernant leurs revenus personnels sont « compensés » par un certain « bien-être » relatif : peu de restrictions déclarées, cadre de vie considéré comme plutôt satisfaisant, dépenses de logement supportables (beaucoup sont propriétaires).

Graphique A3
La position des différents groupes socio-démographiques
dans l'Espace des Opinions, au début 2004



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Echelle dilatée.
 Le point indiqué est celui du début 2004.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser **celle de chacune des principales catégories socio-démographiques** sur les vingt-six dernières années. Nous avons cependant fait le choix cette année, **par souci de lisibilité**, de ne présenter que les évolutions intervenues **depuis 2001**.

Cinq critères sont retenus ici, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles : ils concernent la Profession-Catégorie-Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique, leurs niveaux de diplômes et de revenus.

En fait, même si on observe cette année, dans la plupart des catégories, une évolution vers plus d'insatisfaction et plus de modernité, force est de constater **quelques inflexions que l'on dira à contre-courant**. Les plus étonnantes concernent certains des groupes de loin les plus insatisfaits au début 2003 : les ouvriers et les bas revenus (jusqu'à 1 524 Euros/mois) ont évolué vers un peu plus de satisfaction, ou plutôt ont vu leur mécontentement se réduire, même si celui-ci reste très affirmé. Il y a là un des paradoxes de ces douze derniers mois : dans ces groupes, on croit relativement plus que l'an dernier à une évolution positive de sa situation **individuelle** et de ses conditions de **vie à venir**. **En un mot, les espoirs individuels des ouvriers et des bas revenus sont, cette année, un peu moins sombres qu'ils ne l'étaient au début 2003**.

A - Analyse par profession-catégorie sociale (Graphique A4)

Les évolutions intervenues ici appellent **quatre remarques principales** :

- Le moral **des femmes au foyer** ne s'est pas redressé. Même si leur mécontentement avait marqué une pause entre 2002 et 2003, leur « mal-être » est un de ceux qui a le plus progressé ces douze derniers mois, tiré par un pessimisme collectif des plus sombres (73% estiment que le niveau de vie des « autres » se dégrade, + 16 points cette année).

- **Les employés** poursuivent « leur descente aux enfers ». Ils figurent maintenant en deuxième place au palmarès des mécontents, après les femmes au foyer, mais avant les ouvriers.
- **Cadres et indépendants** ont suivi une même trajectoire cette année : plus d'insatisfaction, mais aussi plus de modernisme.
- Enfin, **les ouvriers** ont évolué à contre-courant, nous l'avons dit. Un seul chiffre : « l'indicateur résumé » des opinions sur les situations **personnelles** était négatif l'an dernier, dans ce groupe (- 1 point) ; il est redevenu positif (+ 4).

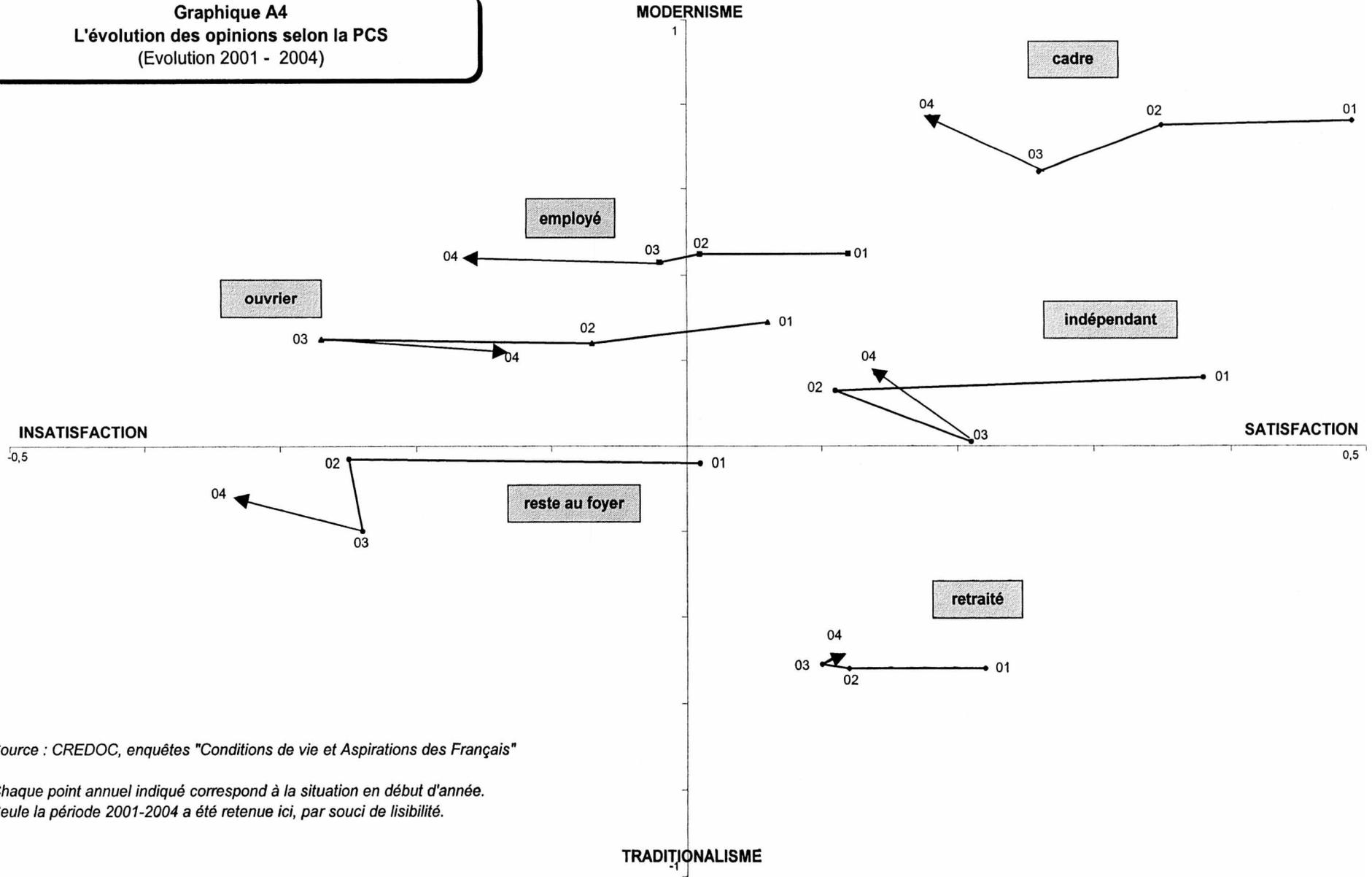
B - Analyse en fonction de l'âge (Graphique A5)

Les jeunes (moins de 25 ans, mais aussi les 25-34 ans) ont évolué à contre-courant : leur satisfaction s'est accrue cette année, amplifiée par un fort contentement individuel.

La progression du mal-être des **35-49 ans** s'est accélérée par rapport à l'année dernière. En trois ans, ils ont traversé une bonne partie de l'Espace des Opinions de droite à gauche, c'est-à-dire de la satisfaction relative au mécontentement affirmé : demandes fortes de transformations radicales, profond pessimisme collectif, mais aussi fort sentiment de restrictions budgétaires (70% l'éprouvent, contre 58% en moyenne).

Enfin, ce sont les **50-64 ans** qui ont connu ces derniers mois la plus forte montée de l'insatisfaction, juste après les fonctionnaires. Ils sont d'ailleurs passés, dans l'Espace des Opinions, de la satisfaction au mal-être certain. Et cette progression pessimiste a porté aussi bien sur le niveau de vie de l'ensemble des Français (16 points de plus en un an dans les jugements négatifs), que sur leur propre niveau de vie (augmentation de 9 points de leurs opinions négatives).

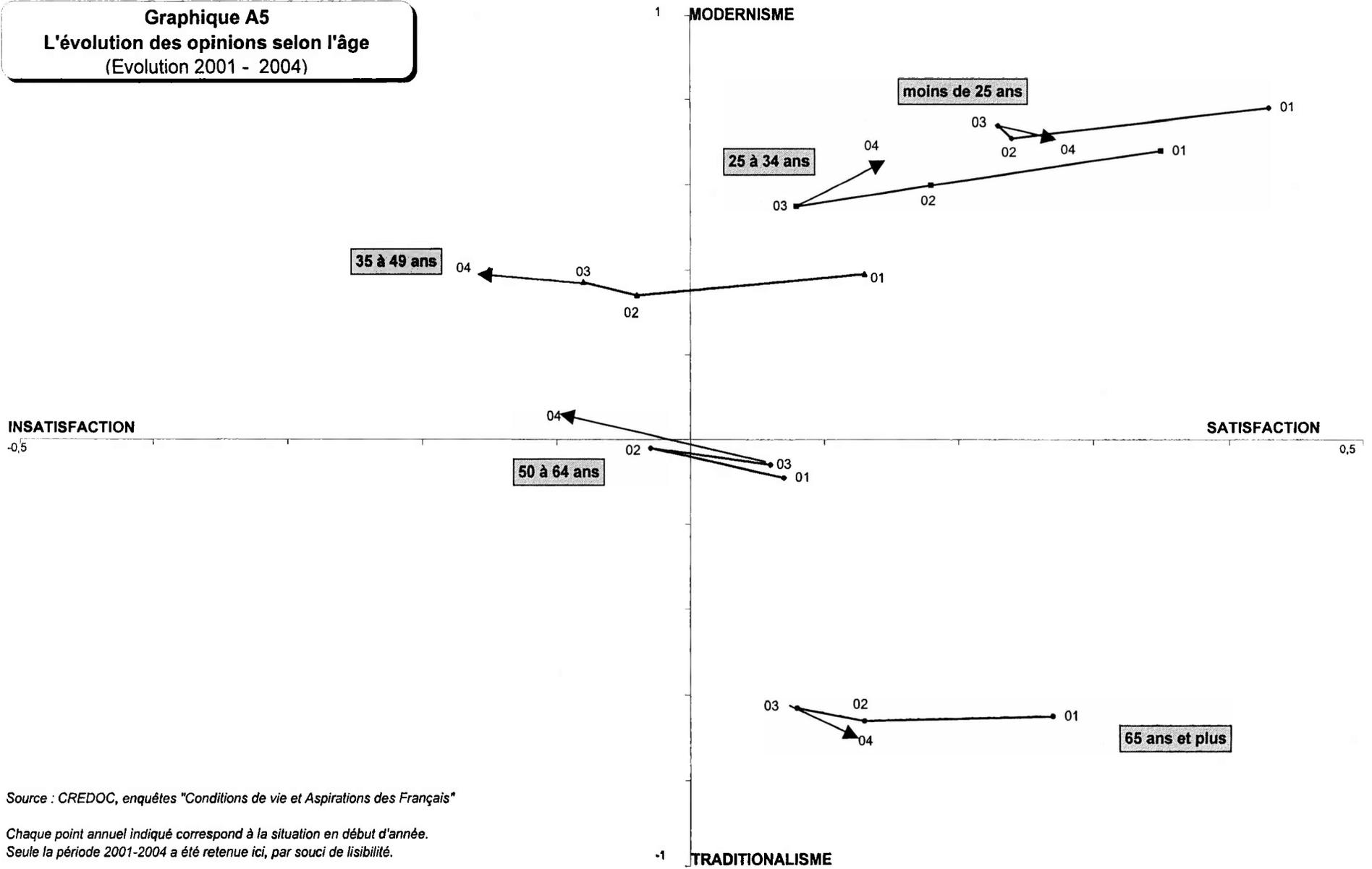
Graphique A4
L'évolution des opinions selon la PCS
 (Evolution 2001 - 2004)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2001-2004 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

Graphique A5
L'évolution des opinions selon l'âge
 (Evolution 2001 - 2004)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2001-2004 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

C – Analyse en fonction de la taille de l'agglomération de résidence (Graphique A6)

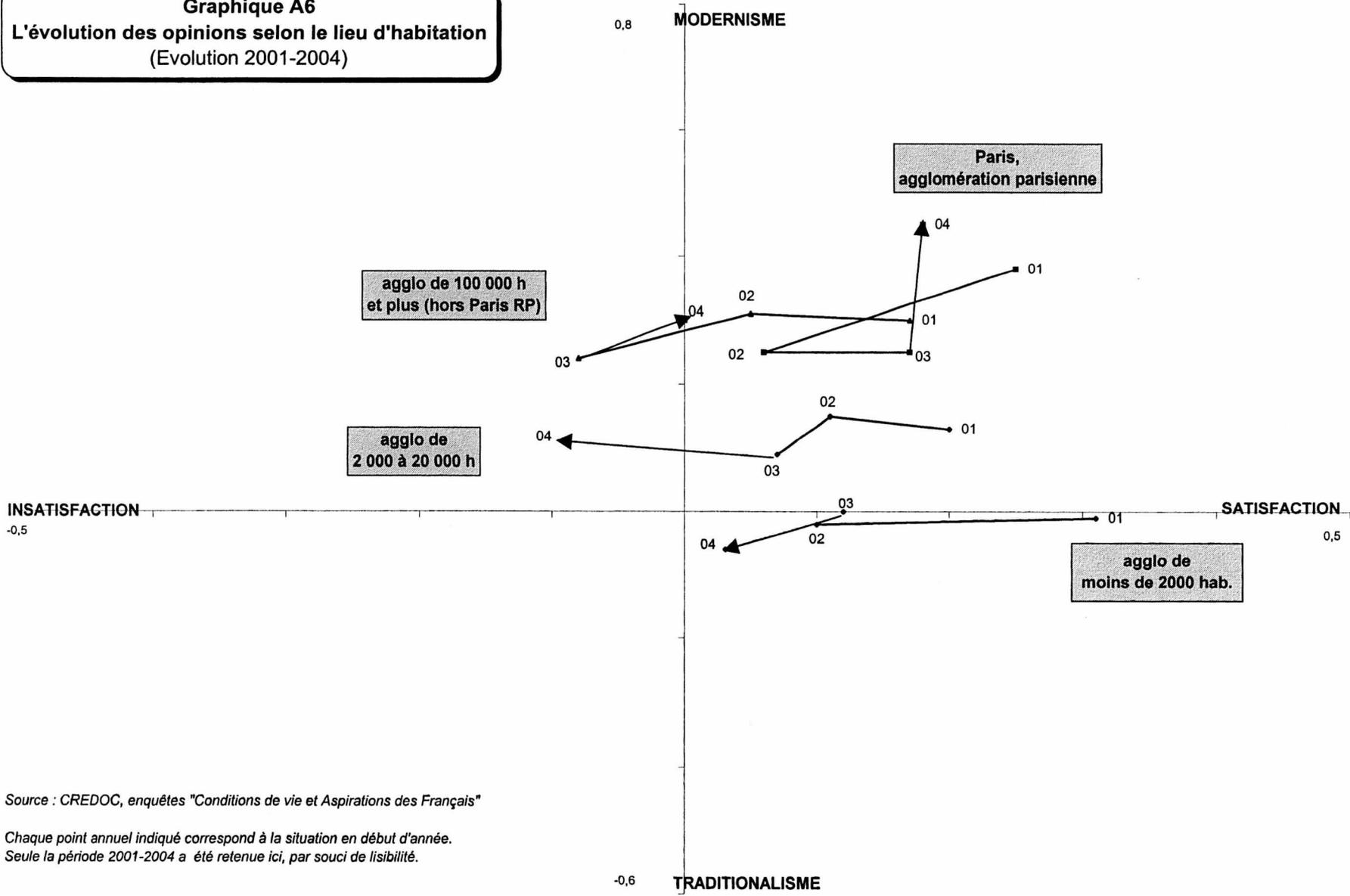
Comment ne pas souligner les évolutions **divergentes apparues cette année en fonction du degré d'urbanisation** ? Toujours est-il qu'on observe que :

- * D'un côté, **le mécontentement s'est sérieusement amplifié** chez les habitants de communes rurales et surtout de petites agglomérations, celles de 2000 à 20 000 habitants. Dans ce dernier cas, la frontière entre contentement et mal-être a même été franchie avec une exceptionnelle rapidité. Même les habitants de communes rurales frôlent presque aujourd'hui cette frontière maudite.
- * De l'autre, **le mécontentement s'est réduit dans les grandes agglomérations de province** (100 000 habitants et plus), effaçant presque le mouvement négatif apparu entre 2002 et 2003.

Les habitants des grandes villes ont ainsi rejoint ceux des agglomérations de 20 000 à 100 000 habitants, partagés entre satisfaction et mécontentement (projection exactement sur l'axe vertical : ce point ne figure cependant pas sur le Graphique A6).

Quant aux Franciliens, leur satisfaction n'a d'égale que leur modernisme : en fait, ils n'ont guère évolué cette année sur l'échelle du bien-être (celui-ci s'est même un peu amélioré). Mais chez eux, le gain de modernité a été d'autant plus significatif qu'ils affichent une confiance certaine dans leur avenir personnel. Et ce mouvement a presque autant touché les Franciliens de plus de 40 ans que leurs cadets (même si les premiers sont globalement moins satisfaits que les seconds).

Graphique A6
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
 (Evolution 2001-2004)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2001-2004 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

D - Analyse en fonction des revenus (Graphique A7).

Le plus frappant ici est que **les plus bas revenus** ont perdu cette année un peu de leur mécontentement (cheminement vers la droite de l'Espace des Opinions), tandis que **les plus hauts** ont poursuivi leur parcours vers la gauche de l'Espace, c'est-à-dire ont commencé à être touchés par une morosité plus affirmée. On n'oubliera cependant pas que les premiers se projettent toujours au cœur de la zone de l'Espace marquée par l'insatisfaction et les seconds, dans celle dite du contentement.

Il est intéressant d'observer, par ailleurs, qu'entre hauts et bas revenus, les différences sont évidemment marquées en matière de « bien-être/mal-être », mais paraissent finalement assez réduites en termes de « modernité ».

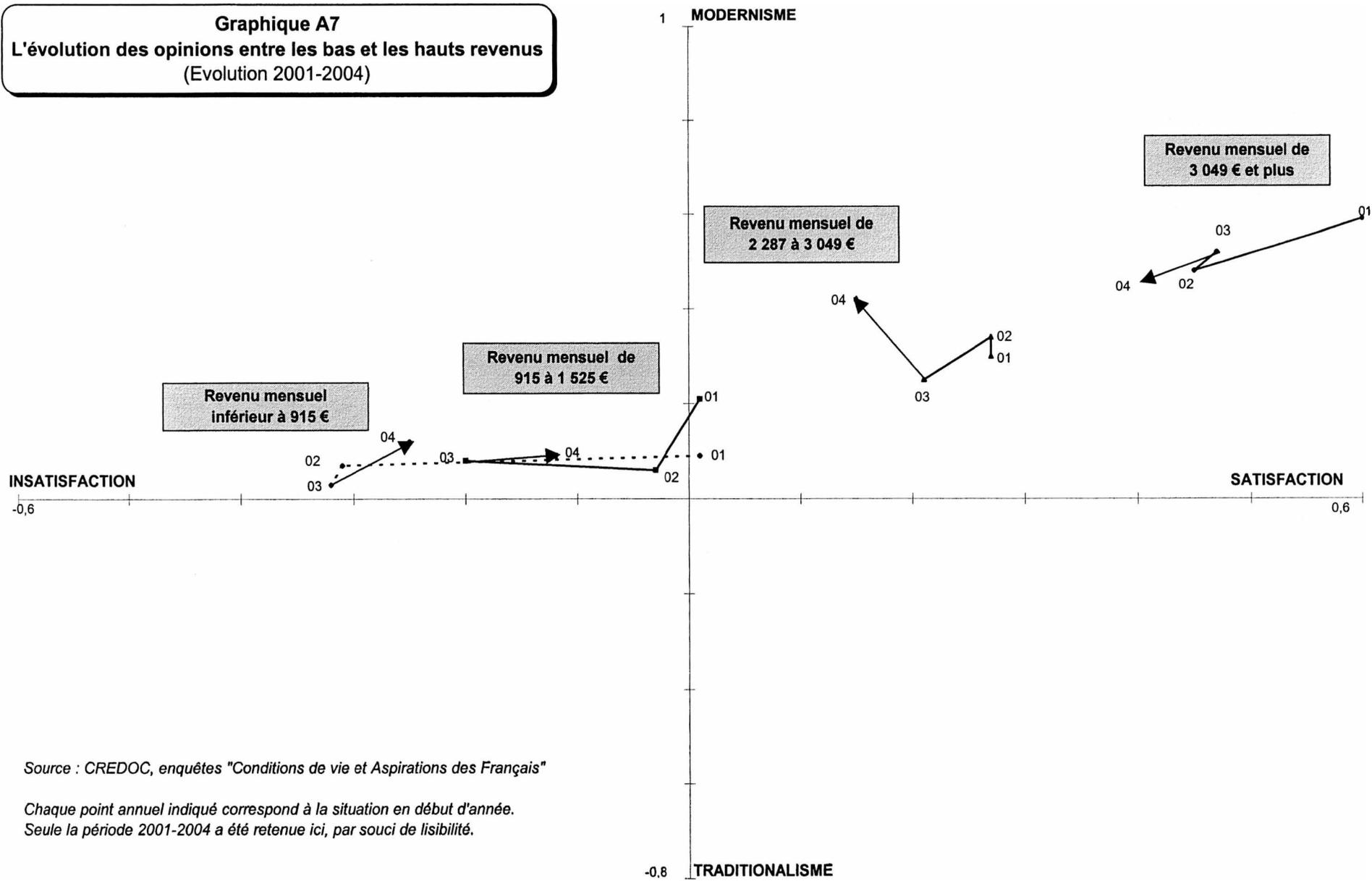
E - Analyse en fonction du niveau de formation (Graphique A8)

Bien entendu, le « niveau de modernité » varie beaucoup plus entre diplômés du supérieur et non-diplômés.

On remarquera, en tout état de cause, que l'analyse en fonction du niveau de diplômes possédés fait apparaître une progression **générale** du mécontentement. Une partie des non-diplômés sont en effet des titulaires de bas revenus, mais aussi de revenus moyens. La proportion de travailleurs indépendants n'y est pas non plus négligeable.

Nous avons également projeté au Graphique A8, à titre illustratif, la position **des salariés du secteur public en contrat à durée indéterminée**. Alors que la première année du gouvernement Raffarin (entre 2002 et 2003) avait été marquée, dans ce groupe, par une progression de la satisfaction, cette année l'évolution a été totalement inverse : **c'est même chez les fonctionnaires qu'entre 2003 et 2004, l'évolution vers l'insatisfaction a été la plus forte** ; même s'ils restent encore, mais de justesse, du « bon côté » de l'Espace des Opinions.

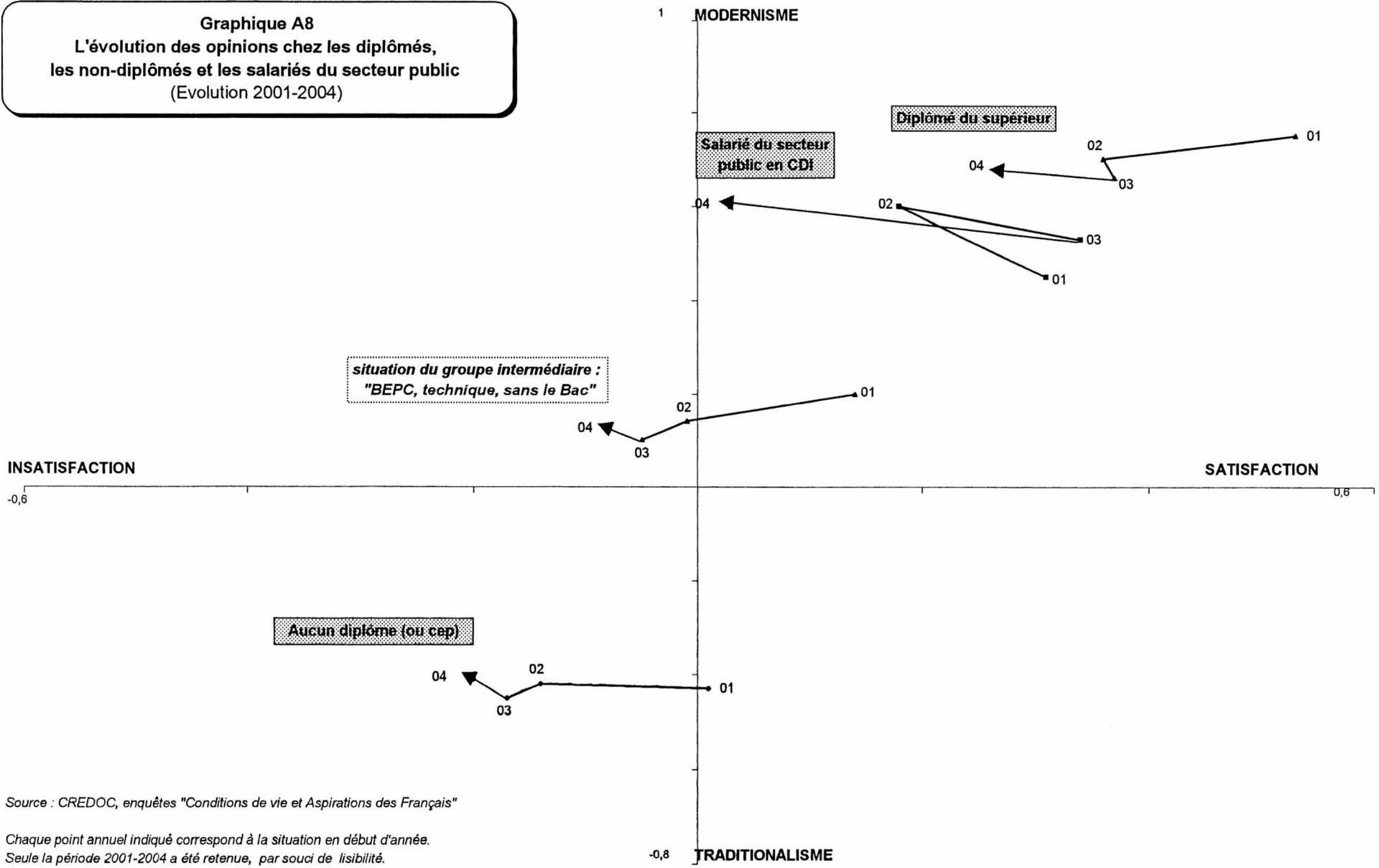
Graphique A7
L'évolution des opinions entre les bas et les hauts revenus
 (Evolution 2001-2004)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2001-2004 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

Graphique A8
L'évolution des opinions chez les diplômés,
les non-diplômés et les salariés du secteur public
 (Evolution 2001-2004)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2001-2004 a été retenue, par souci de lisibilité.

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, **trois enseignements principaux** se dégagent :

1. Les groupes ayant connu, entre janvier 2003 et le début 2004, **la plus forte progression de l'insatisfaction** sont, dans l'ordre⁶ :

- Les salariés du secteur public en CDI.
- Les 50-64 ans.
- Les habitants d'agglomérations de 2000 à 20 000 habitants.
- Les employés.
- Les femmes au foyer.

Mais bien d'autres catégories figurent ici (les 35-49 ans, les diplômés, les cadres, les ruraux ...).

2. **Quelques groupes ont, au contraire, gagné un peu en contentement relatif**, « tirés » par quelques espoirs individuels : moins de 35 ans, habitants de grosses agglomérations provinciales, mais aussi, paradoxalement, ouvriers et bas revenus.

3. **Enfin, la progression du modernisme a été, cette année**, la plus marquante, dans l'ordre, chez⁶ :

- Les Franciliens.
- Les titulaires de revenus « moyens-hauts » (1 524 à 3 049 Euros/mois).
- Les travailleurs indépendants.
- Les cadres et les 50-64 ans.

⁶ Classement élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie, soit sur l'Axe de « Satisfaction-Insatisfaction », soit sur celui du « Modernisme-Traditionalisme ».

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *
*